

T2137-542-8,00 F

ISSN 0026-9433

hebdo

le monde

Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°542 JEUDI 27 SEPTEMBRE 1984 8,00 F

TCHAD!



A.F.P.

Tchao pantims!

RÉFÉRENDUM

La démocratie bourgeoise :
un jeu où
les travailleurs perdent
à tous les coups !

PAGE 6 ET 7

FOP 2520

MINEURS ANGLAIS

Thatcher fait tout
pour détruire
le mouvement syndical
en Grande-Bretagne.

PAGE 8

LE PEN

Le Front national
embarrasse beaucoup
la droite « responsable ».

PAGE 12

communiqués

• AGEN

Le groupe d'Agén tiendra un stand lors du Forum des associations les 29 et 30 septembre à Agén.

• LE MANS

Le groupe Marie-Louise-Berteri participera à la septième édition de la Fête du livre au Mans, le samedi 13 et le dimanche 14 octobre. Cette année, nous avons le plaisir d'accueillir à notre stand : Ronald Creagh qui a publié *Les laboratoires de l'utopie* (les communautés libertaires aux Etats-Unis) ; Roger Dadoun pour son ouvrage *Psychanalyse entre chien et loup*, qui présentera également la revue *L'Arc* (N°91/92 consacré à l'anarchie) ; Pierre Martial qui vient de faire paraître *Objection, mode d'emploi*.

Afin d'avoir un dialogue plus approfondi et satisfaisant, un débat-rencontre est prévu avec chaque auteur sur le ou les thèmes abordés dans leurs ouvrages, en un lieu aménagé à cette fin.

Bien d'autres livres, brochures, vous attendent à notre stand que nous animerons en permanence. Bref, vous trouverez tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais avoir osé le demander. N'hésitez pas !

• DIEPPE

Nous informons tous les sympathisants libertaires de la région dieppoise de la création d'un groupe de la Fédération anarchiste sur Dieppe. Pour tous contacts, écrivez aux Relations intérieures qui transmettront.

• BOULOGNE-SUR-MER

Un groupe de la fédération se forme actuellement sur le Boulonnais, ainsi qu'une association loi de 1901. Toutes les personnes intéressées par la propagande des idées libertaires et par l'animation culturelle peuvent prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

• EVREUX

Le groupe d'Evreux de la Fédération anarchiste annonce que ses permanences, qui étaient tenues régulièrement les derniers samedis de chaque mois à la maison des associations, sont interrompues depuis les mois d'août.

Pour nous contacter, il vous faudra donc dorénavant écrire au : Cercle d'études sociales, B.P. 256, 27002 Evreux cedex ou aux Relations intérieures.

• BREST

Tous les samedis matin, de 10 h à 12 h, le groupe Les temps nouveaux vend le *Monde libertaire* au marché de Saint-Martin.

Tous les lundis, vous pouvez écouter sur Brest, la Fédération anarchiste dans son émission « *Les rains de la colère* », de 19 h à 20 h, sur Radio-Neptune, 84,9 MHz. Dans le cadre de la Foire aux associations de la ville de Brest, le groupe Les temps nouveaux tiendra une table de presse, les 29, 30 septembre et 1^{er} octobre.

• Des compagnons anarcho-syndicalistes travaillant dans les transports viennent de créer trois liaisons professionnelles F.A. Il s'agit des liaisons concernant les travailleurs de la S.N.C.F., de la R.A.T.P. et de la route.

Pour tout contact, les personnes intéressées peuvent écrire à *Voie libre*, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous prix fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :

le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

liste des groupes f.a.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banque, Liaison O.R.T.F.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes — Picardie : Noyon — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Mantes-la-Jolie — Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Politiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Cannes-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu — Corse : Ajaccio.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côtes-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Haute-Saône : Gray — Gironde : Bordeaux — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dôle — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers, La-Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : treize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^{er}, 4^{er}, 5^{er}, 9^{er}, 10^{er}, 11^{er}, 13^{er}, 14^{er}, 15^{er}, 16^{er}, 18^{er}, 19^{er}, 20^{er} — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

éditions



• Le Magazine libertaire n°3 est paru avec (entre autres) les contributions de : Noam Chomsky, « 1984, celui d'Orwell et le nôtre » ; Denis Langlois, « Répression et intégration » ; Hamou Cheheb, « Tiens, voilà du bouddin ! » ; et une interview de Jacques Tardi.
Le numéro : 20 F, l'abonnement : 140 F les 8 numéros. Tous règlements à l'ordre de « Messages libres ».

• AGENDA

Le premier agenda du *Monde libertaire* va paraître courant octobre.

Vous y trouverez : des adresses utiles, des repères historiques ; des conseils bibliographiques ; des dessins inédits de Carali, Hugot, Pichon, Edika...

Il sera en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 50 F (prix de soutien : 70 F).

Mais commandez le dès maintenant au prix de 40 F. Adressez vos commandes à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris, en joignant votre règlement à l'ordre de Publico.

• BADGES

Le groupe Région toulonnaise diffuse quatre badges (5 F pièce, 3 F à partir de 10 exemplaires) représentant un A cerclé, un drapeau noir, Makhno et le symbole anarcho-syndicaliste. Une broche est également disponible (10 F pièce, 7 F à partir de 10 exemplaires) représentant un fusil brisé en deux.

Prévoir pour les frais de port 10% en sus, chèques à adresser à : C.E.C.L., immeuble Lamer, rue Montébelli, 83000 Toulon.

liste des permanences des groupes f.a.

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J.-Rostand, rue Montébelli, Toulon.

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poitiers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe de Cherbourg : permanences tous les jeudis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « *Germinal* », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creac'h, rue du Professeur-Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

Groupe « Voline » : permanence le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, 75020 Paris.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe « Louise-Michel » : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis (excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

Groupe d'Agén : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-droit, 47000 Agén.

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

Groupe de Lyon : permanences tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue Pierre-Blanc, Lyon.

Groupe « Louis-Berthol-Lepetit » : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

Groupe « Manuel-Devaldes » d'Evreux : permanences les derniers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la Maison des associations, derrière la mairie d'Evreux.

Groupe de Nantes : permanences tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, au 32, quai Malakoff, à Nantes.

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

Groupe « Marie-Louise-Berteri » du Mans : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

débats

• BEAUVAIS

Le groupe de Beauvais et le C.A.P.E.L. organisent le mardi 2 octobre, à l'Asca, 8, avenue de Bourgogne, Beauvais, à 20 h 30, une conférence-débat à propos de la Commune de Paris.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Lettre à « Libération », « Voie libre » reparait, « Foi d'anar » à Chelles, En Bref — PAGE 4 : Procès des squatts, Nouveaux syndicats, Chômeurs ou cantonniers — PAGE 5 : Non aux extraditions, « Le Monde » pas libertaire, Après Talbot et Citroën... Renault — PAGE 6 : Mode de scrutin, Enjeux politiques — PAGE 7 : Référendum et plébiscite, Liberté politique — PAGE 8 : Le Tchad, Mineurs anglais, General Motors — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Note de lecture, Bédé, Radio-Libertaire — PAGE 12 : L'épingle Le Pen, La fête à Le Pen.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

voie libre

FRUIT d'un travail collectif résultant du regroupement de liaisons professionnelles de la Fédération anarchiste et de travailleurs libertaires, la repartition de *Voie libre* concrétise la volonté de nombreux anarchistes de continuer à faire connaître par l'écrit leurs réflexions, leurs propositions, quant au sort réservé aux salariés des transports par les tenants du pouvoir économique et politique.

Symbole d'une certaine résistance de la pensée anarcho-syndicaliste dans le secteur des transports, *Voie libre* fut en son temps le porte-parole de tous ceux qui ne renoncèrent

jamais à bâtir une société de liberté et d'égalité économique. Reprendre ce discours, divulguer à travers la défense des droits moraux et matériels des travailleurs l'idée du socialisme libertaire tel est le but de tous les compagnons qui travaillent à cette repartition.

A la différence de ce que fut *Voie libre* dans sa première version, réalisée rappelons-le uniquement par des compagnons cheminots, cette nouvelle parution concernera tous les types de transport qu'ils soient ferrés, routiers, fluviaux, aériens ou maritimes. Nous pensons de cette façon intéresser un plus grand nombre de travailleurs et créer par là même

un lieu de réflexion où pourra s'élaborer une certaine coordination entre les diverses activités des compagnons.

Nous appelons toutes les personnes intéressées par cette initiative à prendre contact et surtout à nous faire parvenir leurs articles à l'attention de *Voie libre*, 145 rue Amélot, 75011 Paris. Première parution prévue début octobre. Le prix du numéro est fixé à 6 F. Le prix de l'abonnement pour 10 numéros s'élève à 50 F. Abonnement de soutien à partir de 80 F. Abonnements et soutiens financiers à faire parvenir à l'ordre de Lamirand, C.C.P. numéro 22 118 56 X, Paris.

« Voie libre »

REPARAIT

« FOI D'ANAR » A CHELLES

LES joies de l'inauguration passées, il fallait donner vie à notre local. Nous ne voulions pas nous emballer et faire n'importe quoi suivant les modes, mais ne lancer que des initiatives que nous puissions tenir. Pour « faire connaître l'adresse », après les réunions sympathisants et les permanences hebdomadaires, nous avons décidé d'une rencontre mensuelle autour d'un film, d'un livre ou d'un thème.

Le téléfilm de Jacqueline Lamant : *Foi d'anar*, permit de lancer cette nouvelle dynamique. Affiche, tracts, annonces radio et communiqué dans le *Monde libertaire* ont annoncé la projection publique. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le message soit passé car une trentaine de personnes s'est déplacée pour voir et écouter Maurice Joyeux. Certaines personnes venant d'assez loin, on ne peut que regretter que ce genre d'initiative ne se soit pas multiplié.

Un débat suivit l'émission. Il courait de la simple demande de précisions à des propositions libertaires. Une multitude de sujets fut abordé : le « duel » Camus-Sartre ; les positions sur l'objection de conscience ; l'emploi de la violence ou de la non violence comme moyens d'action directe ; que fait la Fédération anarchiste, que compte-t-elle faire, avec quels moyens et dans quel but ?

Les interventions, bien que toutes passionnées, garderont un caractère chaleureux. Pour terminer la soirée, nous avons rappelé nos prochains rendez-vous : *Écoutez May Picqueray*, le 27 octobre, et avec Michel Auvray pour présenter son livre : *Objecteurs, insoumis, déserteurs en lutte*, le 24 novembre.

Gr. Sacco-et-Vanzetti

en bref...en bref.

• Le Centre de documentation *Max-Netlau* organise un exposé-débat sur les rencontres de Motril (Espagne, juillet 84, sur le thème de l'enseignement) et de Venise (journées internationales, septembre) le vendredi 5 octobre, à 20 h 30, 15, rue Gracieuse, Paris V^e (métro : Monge).

• Le C.I.R.A.-Marseille vient de publier une brochure : *Les anarchistes et la résistance*, consacrée à l'activité d'André Arru. On peut se la procurer contre 35 F (timbres ou chèque à l'ordre

de J.-C. Sempere) en écrivant à C.I.R.A., B.P. 40, 13382 Marseille cedex 13.

• Claude Boyer, auteur-éditeur E.D.F., a fait appel suite au jugement rendu par le tribunal correctionnel de Bobigny le condamnant à 4 mois d'emprisonnement avec sursis et 3 ans de mise à l'épreuve. Le procès en appel se tiendra le 3 octobre 1984, à 13 h 30, à la 13^e chambre correctionnelle de Paris (entrée 36, quai des Orfèvres). Pour le soutenir, on peut envoyer des lettres au président de la chambre.

Editorial

PIETER Botha n'a pas honte de déclarer, mardi 18 septembre que la « participation politique démocratique doit être également renforcée au sein de nos communautés noires, afin d'assurer leur progrès et de répondre à leurs demandes de justice ». Car, parallèlement à la grève des mineurs brutalement réprimée, d'autres victimes sont entrées dans les statistiques des autorités de Pretoria. Victimes des révoltes qui ont agité la région du Vaal, autour de Johannesburg dans les premières semaines de septembre.

L'Anglo-American, pour sauvegarder le « droit au travail » et le droit à l'exploitation — c'est nous qui rajoutons cette précision — dans ses mines d'or, n'a pas tergiversé pour faire appel à la police. Les affrontements entre forces de l'ordre et grévistes dans les huit mines du groupe ont dans leur dure réalité (une dizaine de morts) permis au N.U.M. (National Union of Miners) de faire prendre en considération, par la Rand Mines, l'existence d'une organisation syndicale dans l'entreprise, de lui reconnaître une spécificité (rôle dans les négociations). Le *Monde libertaire* faisait référence, dans un précédent article, à la brèche ouverte dans le régime d'apartheid par les organisations ouvrières, légalisées dans les faits.

La politique, l'idéologie de l'apartheid n'est pas uniquement un ségrégationisme racial, une exclusion sans nuance des 23 millions de noirs de toute prise en charge de leur vie, de toute participation à la marche de leur communauté. C'est aussi l'exploitation économique la plus sordide. L'adéquation du capitalisme sauvage et de l'intervention de l'État dans ses affaires trouve là son plus parfait exemple. Une structure politique au service d'une minorité de nantis, celle des Afrikaners.

Puissent les victimes des grèves servir au moins à empêcher cette classe de dormir paisiblement, en attendant que vienne leur heure. La dernière !

LETTRÉ A « LIBÉRATION »

IL y eut une époque où *Libération* se targuait d'être le porte-voix de ceux dont on tait toujours la voix : les minorités de tous ordres et tous ceux qui lutent, nombreux et obscurs, pour un peu plus de dignité et de liberté.

Cette époque, je m'en souviens, n'est pas si lointaine. Elle remonte au tout début de *Libé*. Sartre, July, Clavel... chevauchaient alors la vague de l'après 68. Ils clamaient à tous vents leur volonté de faire de *Libération* un journal des luttes, celui de tous les exclus de la parole, de tous les sans-grade de la résistance à l'oppression.

Cette époque-là, où d'innombrables couillons dans mon genre maintinrent *Libération* la tête hors de l'eau, à force de petits chèques prélevés sur leurs salaires de misère, est terminée depuis longtemps. *Libé*, en effet, par son « look », par ses prises de position au niveau politique, par l'introduction de la pub, par son acceptation de la hiérarchie des salaires, etc., est devenu ce qu'il est aujourd'hui : un canard tout juste un peu moins pire que les autres !

Dur, quand on est né de la volonté de changer radicalement les choses ! Mais c'est ainsi ! Faut être réaliste... Faut s'adapter... nous ont dit ceux qui, quelque temps auparavant, se proclamaient porteurs de l'espoir d'une presse qui n'aurait

été ni vendue à l'argent, ni aux ordres, ni démagie ! Faut être de son temps... Et être de son temps, aujourd'hui, pour *Libé*, c'est non seulement taire ceux dont on n'entend jamais la voix, mais c'est en plus les ensevelir sous des tombereaux de mépris et de crachats.

Un exemple parmi d'autres de ce « réalisme » à la mode *Libé* : les quelques lignes assassines que Miss HH 007 consacra dans le numéro des 15 et 16 septembre au passage à la télévision de Maurice Joyeux, militant de toujours de la Fédération anarchiste. Quelques lignes au vitriol où Miss Machin, du haut de son fromage journalistique, dans un canard vérolé par la pub, la hiérarchie des salaires, la flatterie à l'égard de la sociale-démocratie au pouvoir, se permet de traiter Joyeux de cacique et de le trouver à peine différent d'un vieux stalinien.

Bien évidemment loin de moi l'idée de contester à Miss Machin le droit d'exprimer des critiques à l'encontre de Joyeux ou de l'anarchisme. Mais rendre compte de Joyeux et de son idéal de cette manière, c'est quand même un peu sévère ! Un peu sévère et un peu facile ! Joyeux et les anarchistes sont des exclus de toujours de la parole médiatisée. On ne les connaît pas ou mal et on peut leur cracher à la figure sans risque.

Bref, traiter de cacique et de stalinien un homme qui a

été de tous les combats pour la liberté et la dignité, qui l'a payé cher en années de prison, c'est carrément minable. Minable, mais logique ! Car cela tombe sous le sens, le *Libé* d'aujourd'hui ne peut avoir que de la haine pour ceux qui ont la révolte intrinsèque. Ils sont le miroir de ce que *Libé* avait dit qu'il voulait être au temps de la prime jeunesse. Et ça, c'est insupportable ! Alors mieux vaut essayer de briser le miroir.

Mais sachez-le, ce n'est pas en cassant les miroirs que l'on supprime la vision qu'ils renvoient. Et puis, à ce petit jeu, on s'expose à recevoir un jour... des éclats de verre ! Alors adaptez-vous une fois de plus. Vous en avez l'habitude ! Pourquoi ne mettriez-vous pas des lunettes noires. Ça vous évitera le spectacle pénible de vous voir dans les miroirs. Et par là-même, ça vous protégera des éclats.

Avec toute ma pitié et un mépris total...

Jean-Marc Raynaud

N.B. : Faites de ma lettre ce que bon vous semble. Foutez-la au panier, ça serait logique avec votre peur des miroirs ! Passez-la dans le courrier des lecteurs, ça vous donnera bonne conscience pour pas cher.

Mais surtout, ne prenez pas prétexte de cette lettre pour consacrer une page d'information à Maurice Joyeux et à la Fédération anarchiste. D'information « honnête et sérieuse », cela va de soi ! Car cela, je le supporterai difficilement. Pensez, ça m'inciterait à croire que mon jugement à votre rencontre est erroné ou « excessif » ! Dur !

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

LETTRÉ OUVERTE A MARTINE ANZANI, JUGE D'INSTRUCTION PROCÈS DES SQUATTS ASSOCIATIFS (SUITE ET PAS FIN)

LE 23 décembre 1983, après 24 h d'occupation, le squatt de la rue des Dunes était violemment expulsé par la police et de nombreux affrontements se déroulèrent pour la défense de ce lieu de vie associative. Le procès qui suivit, appelé sur les médias le procès des squatts associatifs devait avoir lieu le 20 juin 84.

Or, ce jour-là, les magistrats perdaient opportunément le dossier du procès, empêchant par ce fait le déroulement de l'audience qui promettait d'être offensive et politique : une tribune pour les squatts associatifs ! Beaucoup de soutiens et de sympathisants étaient présents pour dénoncer, avec les accusés : Frédéric Joyeux et Claude Hammouche, le massacre des squatts sur Paris, ceci en pleine crise du logement.

Aujourd'hui, trois mois plus tard, Martine Anzani — juge d'instruction —, sur ordre du Parquet, tente de reconstituer le dossier égaré. Pour ce faire, elle convoque, le 1^{er} octobre à son cabinet, Frédéric Joyeux et Claude Hammouche. Ils ont décidé de ne pas collaborer avec elle. Voici la lettre ouverte qu'ils lui font parvenir :

« Madame la Juge d'instruction,
Nous avons, dans le cadre de notre lutte, répondu à vos questions

sur l'affaire de la rue des Dunes. Nous avons pris nos responsabilités.

L'incompétence ou les intrigues politiciennes du Parquet ont fait disparaître le dossier branlant que vous aviez péniblement réussi à constituer sur cette affaire.

Ils ont détruit votre travail, nous n'y sommes pour rien. Vous n'avez qu'à vous en prendre au Parquet qui vous oblige à faire deux fois la même chose, ce qui est pour le moins vexant, on vous comprend !

Quant à nous, il est hors de question que nous nous fassions les complices de pareils tripotouillages. C'est pourquoi nous refusons et refuserons de répondre à vos questions concernant cette affaire, vous invitant à vous référer au premier dossier et à vous adresser à ceux qui l'ont fait disparaître.

Nous n'avons rien d'autre à vous dire pour aujourd'hui, si ce n'est que comme hier, notre lutte se trouvera toujours contre votre répression.

A la prochaine...

F.J. et Cl.H. »

Frédéric Joyeux, Claude Hammouche



A PROPOS DES NOUVEAUX SYNDICATS

Ya-t-il un avenir, aujourd'hui, pour les « nouveaux syndicats » ? Nos lecteurs sont bien au fait de leurs efforts pour se construire et pour se développer, *Le Monde libertaire*, comme la radio de la Fédération anarchiste informant régulièrement notre mouvement des luttes qu'ils animent.

Ils sont, en effet, nés des luttes, au moment où les grandes confédérations — ou tout au moins leur direction — ont jugé utile de se débarrasser d'un certain nombre de sections qui refusaient les virages et autres abandons : acceptation du plan acier par la C.F.D.T. pour le S.L.T. d'Usinor-Dunkerque, restructuration et prise de position antinucléaire pour le S.A.T. de Lyon-Gare et le S.D.B. de Paris. Le syndicat national du personnel d'Air Inter issu de la C.F.D.T., s'est constitué lui aussi contre une tentative de dissolution menée par l'appareil fédéral — les chrétiens sociaux de la direction de la C.F.D.T. semblent appliquer un peu nerveusement le principe léninien qu'il vaut mieux une scission qu'une confusion.

Briser un tabou

C'était, il y a quelques années, une idée inacceptable, dans le mouvement qu'on dénomme révolutionnaire à défaut d'un autre qualificatif, d'envisager la création de nouveaux syndicats. Point de salut hors des grandes confédérations, décrétaient beaucoup de militants. Un grand nombre d'échecs, de disparitions, d'éclatement de nombreuses tentatives semblaient prouver la justesse de cette thèse. Et tous ceux qui ont vécu les années post-soixante-huitardes se souviennent des empoignades verbales à propos de la « sortie des confédérations réformistes ».

L'existence actuelle des « nouveaux syndicats » tranche au moins cette question-là : il ne s'agit ni de croyance ou de foi mais d'opportunité et de rapport de forces.

Ce n'est d'ailleurs pas sans quelque agacement qu'on se

rappelle cette période ; la plupart de ceux qui à l'époque militaient pour la révolution sociale ne songeait qu'à construire une des multiples avant-gardes. Abandonnant le syndicat, ou ne le percevant que comme un vivier dans lequel le parti pouvait pêcher quelques adhérents, il n'y eut pas de syndicalisme révolutionnaire et pas d'avant-garde non plus !

Le cheminement

Lors d'un débat à Radio-Libertaire, l'un des animateurs du S.L.T. résumait ainsi les étapes de la construction du syndicat :

« Un moment, il a fallu se jeter à l'eau. Se retrouver seuls, à quelques dizaines. Continuer la lutte dans l'entreprise, trouver les moyens, organiser les réseaux clandestins d'information, de recueillement des cotisations et passer les mots d'ordre de lutte.

« Puis vient la répression, celle du patron, celle des confédérations : les menaces, les mises à pied, les licenciements, les interventions de la police, de la justice. Certains de ceux qui nous soutiennent sont placés sous contrôle judiciaire...

« C'est à ce moment-là que le syndicat — ou plus simplement le groupe de travailleurs — doit montrer sa capacité de résistance. C'est là qu'on gagne, ou qu'on perd, la seule représentativité authentique, celle des camarades de travail. Nous avons passé cette étape-là : après avoir appelé à boycotter le premier tour des élections professionnelles, nous avons réussi à obtenir douze délégués du personnel ; nous sommes le deuxième syndicat d'Usinor, juste après la C.G.T.

« On s'est battu pour exister, pour résister. Trop souvent, des groupes de résistance se constituent, notamment pour s'opposer aux grandes restructurations, mais ils ne se maintiennent pas. Et pourtant, s'il demeure quelque chose après la grande lame de fond des licenciements, des fermetures d'usines et de la désertification industrielle, s'il reste quelque chose de permanent et

d'organisé, ce n'est pas avoir tout perdu ! »

Ouverts et solidaires

Peut-être n'y a-t-il pas d'opposition de fond entre ceux qui construisent les nouveaux syndicats et ceux qui militent dans les oppositions des confédérations ?

Une connaissance mutuelle, une reconnaissance réciproque ne sont-elles pas un moyen d'être plus efficaces, pour aujourd'hui et pour l'avenir ? Les points d'ancrage qui existent — dans les confédérations et dans les nouveaux syndicats — ne devraient-ils pas tisser entre eux des liens de solidarité, de soutien matériel autant que d'information et de collaboration ?

Il apparaît depuis quelques mois que le reflux de la gauche parlementaire, les abandons des directions confédérales laissent un vide de plus en plus grand. La recomposition possible d'une ligne de résistance est peut-être à l'ordre du jour. Elle ne peut se constituer que de ce qui existe, de tous ceux qui ont tenu après l'effacement du gauchisme et la victoire temporaire de la gauche.

Il ne s'agit pas non plus de donner des leçons ; le mouvement libertaire a son expérience et ses analyses. Il doit être solidaire et actif.

Au cours du débat que nous évoquons plus haut, à l'antenne de R.-L., comme plus tard dans un meeting contre la répression antisindical, s'est développée une discussion entre nos camarades de la C.N.T. et les représentants des nouveaux syndicats.

Quels rapports peut-il s'établir entre ceux qui maintiennent, avec les difficultés qu'on connaît, l'idée, le projet d'une centrale syndicale révolutionnaire et ceux qui, par affrontement avec les directions des confédérations, ont constitué des syndicats d'entreprise dynamiques ? De la qualité de la réponse dépend peut-être un peu de notre avenir à tous !

Julien Maillet

CHÔMEURS OU CANTONNIERS ?

AUX Etats-Unis, dans les milieux portoricains, le nombre de jeunes de seize à vingt-quatre ans non scolarisés, s'élève à peu près à 50%. Mais parmi ceux qui sont recensés comme chômeurs, approximativement la moitié a un travail précaire et ne travaille qu'à temps partiel. Cela signifie que la moitié obtient actuellement un emploi régulier. En revanche, pour la France et l'Italie, le taux de chômage des jeunes s'élève à 24,7% et 33,7%. Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (O.F.C.E.), les chiffres passeront l'année prochaine à 28,5% et 35,2%.

Au conseil des ministres du 26 janvier 1983, le gouvernement avait adopté un programme de lutte contre les situations de pauvreté, quatre propositions avaient été dégagées, celles-ci devaient être insuffisantes car le 29 septembre 1984 aura lieu une réunion interministérielle pour le même motif. En essayant de créer de nouveaux mécanismes de lutte contre la situation de pauvreté car le phénomène va en s'aggravant, Fabius et les autres se sont mis à l'œuvre. Le patronat reste toujours identique à lui-même et la C.F.D.T. propose à ce dernier des avancées à l'insu des travailleurs. La C.G.T., quant à elle, essaye de remobiliser ses troupes après l'affaire Citroën, qui a été plus qu'un échec et où l'on a vu les qualités d'un syndicat « responsable ».

Quel cap pour l'emploi

Pour Fabius, l'idée générale est une politique rajeunie de l'emploi sous le couvert de modernisation, mais il entend surtout favoriser et développer la forma-

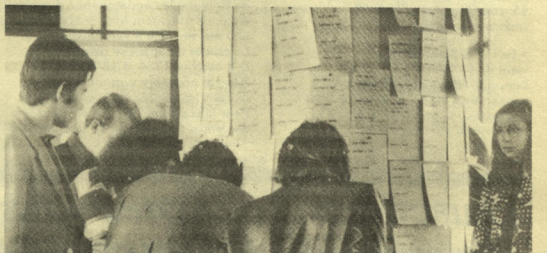
tion des jeunes avec l'idée de les maintenir dans le système scolaire. En ligne de mire, il cherche à déceler des nouvelles potentialités de création d'emplois, appelées communément « les emplois d'utilités sociales » qui seraient concoctés par le ministre du Travail, Delebarre.

Celui-ci a d'ailleurs mis en œuvre les travaux d'intérêt collectif qui se caractérisent par des stages d'insertions professionnelles. Ces stages proposés iraient du « débrouillage de l'environnement naturel » à l'animation musicale et artistique, en passant par l'entretien des espaces verts, à la récupération des huiles usagées et au gardiennage des animaux. On le voit, les futures dactylo, charpentiers ou électroniciens se verront certainement très intéressés pour compléter leur formation en débrouillant les forêts ou en faisant le garde-chiourme auprès des animaux.

En revanche, les bénéficiaires de ces stages d'insertion professionnelle ne seraient plus considérés comme chômeurs mais en tant que stagiaires puisqu'ils ne seraient plus inscrits à l'A.N.P.E. mais pris en charge par des organismes responsables du projet. Quant aux jeunes chômeurs refusant deux emplois d'utilités sociales, ils seraient radiés des effectifs de l'A.N.P.E. et des A.S.S.E.D.I.C.

Les travailleurs vont être une fois de plus la proie des politiciens de tout poil. Il n'est que temps de réagir et de mettre tout en œuvre pour empêcher le plan gouvernemental, en créant des comités de chômeurs pour refuser les emplois d'utilités sociales.

Pierre Boniface



NON A TOUTE EXTRADITION

MERCREDI 19 septembre 1984, à peine mille personnes ont manifesté, lors d'une promenade République-Trinité appelée par l'extrême gauche pour une fois unie (L.C.R., L.O., P.C.I.), leur solidarité avec les militants basques emprisonnés, en grève de la faim depuis le 9 août.

S'il y a de fortes chances pour que le pouvoir socialiste tranche avant de se retrouver dans la situation de Thatcher face au cadavre de Bobby Sand et ses camarades, c'est-à-dire en expulsant les grévistes de la faim vers un « tiers pays », entendez l'Amérique latine par exemple, il n'en reste pas moins qu'extrader ou expulser les militants basques ne résoudra rien. Depuis l'arrivée d'un gouvernement socialiste en Espagne, les rapports policiers entre Paris et Madrid se sont encore resserrés... ça doit être ce qu'on appelle l'entraide entre camarades, n'est-ce pas ?



D'un côté, les réfugiés basques sont réprimés systématiquement, de l'autre les tueurs fascistes du G.A.L. passent et repassent allègrement la frontière pour venir faire des cartons sur les membres présumés de l'E.T.A. Déjà huit morts ! Dire que le G.A.L. doit bénéficier de complicités avec les polices française et espagnole devient une vérité de la Palisse ! Signalons que le gouvernement socialiste espagnol n'a quasiment rien changé dans l'appareil policier rôdé sous le franquisme.

Les familles des détenus, présentes dans la manifestation, ont déclaré à la fin de celle-ci : « Nous ne sommes pas des délinquants mais des combattants politiques ! ». Le Collectif réfugiés-immigrés italiens était également aux côtés des grévistes de la faim, rappelant la situation des réfugiés politiques italiens et dénonçant le changement d'attitude de l'Etat français depuis mai 81 en matière de droit d'asile.

Pour nous, que ce soit les réfugiés basques, italiens ou autres que le pouvoir socialiste traque, emprisonne, extrade ou déporte, il est maintenant un fait certain : la France, « terre d'asile », est bien morte !

Gil

Dernière minute : La cour de cassation vient de rejeter le pourvoi formé par les sept militants basques de Fresnes. Le sort des grévistes de la faim est donc à présent dans les mains de François Mitterrand. On parlait, à l'heure où nous bouclons ce numéro, d'extrader 2 ou 3 séparatistes et d'expulser les autres. Le P.S. et la C.G.T., entre autres ont pris position contre l'extradition. D'autre part, comme pour faire croire à l'opinion que le gouvernement français est « neutre », 2 tueurs du G.A.L. viennent d'être arrêtés à Biarritz, alors qu'ils s'apprétaient à mitrailler un bar fréquenté par des réfugiés basques.

DANS *Le Monde* daté du 17 juillet 1984, sous la signature A.L. (1), on trouve un article sur le développement de la publicité à caractère politique, en réponse à de nombreuses lettres de protestations reçues pour un placard des partisans du maréchal Pétain paru le 13 juillet 1984. Ce « crétin » regrette qu'elle ne soit pas banalisée comme aux Etats-Unis, bien que ce soit pourtant un fait de société ; développant : « qu'il est de plus en plus dif-

ficile de se faire entendre ou de l'être d'une manière qui ne soit pas tronquée, édulcorée, médiatisée ». Reconnaisant que c'est une activité de propagande en rappelant au passage que ce n'est que de la « communication publicitaire » et non de la « présentation rédactionnelle qui engage la déontologie du journalisme ». Puis il s'interroge : « la presse doit-elle exercer un contrôle, qui tournerait vite à la censure, sur le contenu des

textes publicitaires qui lui sont proposés ? » (très intéressant !). Ensuite, il précise que la presse est tenue de respecter la législation qui condamne les appels au meurtre ou les incitations au racisme et « aller au-delà, c'est se lancer dans une réglementation tendant, qu'on le veuille ou non, à limiter un mode d'expression » (merci beaucoup !).

Seulement, en ce début d'année 1984, 309 travailleurs du pays Basque ont fait passer une publicité politique sur la situation au pays Basque. Le men-

de sérieux du journal est en jeu » !!! Et le 12, paraît dans *Le Monde* un dossier de huit pages sous le titre *Espagne : la démocratie à l'âge de raison*. On peut y lire entre autres : « le seul vrai problème grave est le cancer basque ». Et ce même jour qui accompagne Mme Mitterrand à Madrid pour la quinzaine culturelle ? notre cher André Laurens !!! (sans commentaires).

Les négociations continuent et M. Camino, qui assure l'interim, informe que le magna-

« LE MONDE »... PAS LIBERTAIRE !

ficile de se faire entendre ou de l'être d'une manière qui ne soit pas tronquée, édulcorée, médiatisée ». Reconnaisant que c'est une activité de propagande en rappelant au passage que ce n'est que de la « communication publicitaire » et non de la « présentation rédactionnelle qui engage la déontologie du journalisme ». Puis il s'interroge : « la presse doit-elle exercer un contrôle, qui tournerait vite à la censure, sur le contenu des

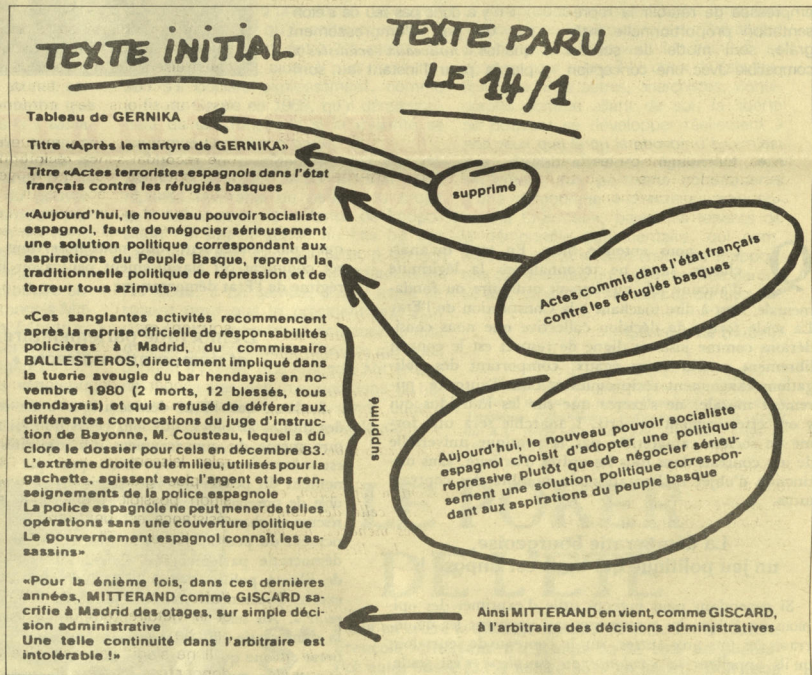
suel *Ateka* (2) nous la relate ; réalisée le 5 janvier, les fonds sont transférés le 6 et André Laurens, directeur du *Monde*, assure de sa parution pour le 11 janvier.

Coup de théâtre, le 9 et le 10, A.L. fait modifier le texte par deux fois. Le 11, il motive son refus du tableau *Gernika* car « *Gernika* est l'œuvre des nazis et l'on ne peut assimiler les actes du P.S.O.E. aux méthodes nazies, la réputation

nime A.L. a donné le feu vert pour que la page soit publiée « exceptionnellement » le 14. Parution le samedi 14 de la page publicitaire modifiée (voir ci-dessous) et le coût s'élève à 90 000 F. Une seule conclusion : journalistes de merde et presse pourrie.

Belza

(1) Tout rapprochement avec André Laurens est tendancieux !
(2) Mensuel de la gauche « abertzale » du pays Basque nord.



APRÈS TALBOT ET CITROËN... RENAULT

APRÈS avoir perdu une bataille chez Talbot et tenté d'en gagner une chez Citroën, la C.G.T. a l'intention de « mettre le paquet » avec les usines Renault (cf. les déclarations de Krasucki : « L'automobile, ça ne fait que commencer... »).

Depuis vendredi 21 septembre, l'usine du Mans de Renault est complètement paralysée par des actions dures avec occupation de l'usine, menées par la C.G.T. (majoritaire) ; la C.F.D.T. et la C.G.C., elles, se contentent de soutenir le mouvement sans toutefois y prendre une part active.

A l'origine du conflit, la décision de la direction d'imposer la 5^e semaine de congés payés entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier 1985 et une importante diminution de la prime trimestrielle exceptionnelle de septembre, liée aux « résultats de l'entreprise ». Il n'en reste pas moins que devant ces deux problèmes concrets ayant contribué à la mobilisation, un autre problème beaucoup plus important concernerait des suppressions d'emploi non encore confirmées, mais qui se chiffraient à 12 000 (1) dans les différentes unités du groupe.

Encore une fois, la C.G.T. fait preuve, à l'origine du conflit, d'un discours maximaliste puisque Gilbert Lebescou — responsable de la coordination C.G.T.-Renault — revendique « une réduction du temps de travail de 2 h compensée intégralement, la création de 12 000 emplois, une augmentation salariale de 4% et une prime de lancement de 1 000 F pour la Super-cinq ».

De plus, cette fois, l'enjeu est d'autant plus important que le durcissement de l'action pourrait compromettre fortement le lancement du nouveau modèle Renault — la Super-Cinq — à 15 jours du Salon de l'automobile. Affaire à suivre donc, en espérant que les jours prochains ne verront pas réapparaître le discours « responsable » de la centrale de Krasucki !!!

Liliane Gr. Pierre-Besnard

(1) Le rapport Dalle évalue à 15 000 les sureffectifs à la Régie Renault.

RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN LES ENJEUX POLITIQUES

On sait avec quelles hésitations, quelle prudence et quelle pusillanimité le gouvernement et les parlementaires du Parti socialiste ont considéré jusqu'ici la question du mode de scrutin, ce qui donne à penser qu'ils sont à présent une majorité à juger que l'installation récente de leur parti sur la position de la droite n'est pas déterminée seulement par des raisons financières et économiques, mais aussi par une évolution de sa pensée politique, de sorte qu'elle pourrait n'être pas circonstancielle et temporaire, mais durable voire irréversible.

Et l'on ne peut s'empêcher de penser, peut-être à tort d'ailleurs, qu'en dépit de tous ses reniements, de ses compromissions et de son avilissement, si la défunte section française de l'Internationale ouvrière avait pu un jour se trouver miraculeusement pourvue de pouvoirs constitutionnels aussi étendus que ceux dont dispose aujourd'hui, et depuis 1981, le nouveau Parti socialiste, elle se fût empressée de rétablir la représentation proportionnelle intégrale, seul mode de scrutin compatible avec une conception

de la démocratie, où le souci de préserver les droits des citoyens et de les placer dans des conditions de nature à leur permettre de faire leur éducation politique l'emporte sur celui de disposer avant tout de moyens efficaces d'exercice du gouvernement des hommes.

Quoi qu'il en soit, les « nouveaux socialistes », eux, ne sont pas hantés pour la plupart, semble-t-il, que par l'idée de montrer au peuple qu'ils sont capables de faire aussi bien, et même mieux, que les libéraux tant dans la conduite de l'« Etat fort » capable d'imposer le règne de la « sécurité » et l'« ordre » que dans la gestion de l'économie libérale. Ils ont d'ailleurs des chances sérieuses d'y parvenir, car il devient de plus en plus clair que leurs rivaux de l'opposition dite nationale ou républicaine n'ont pas de programme concret à leur opposer et qu'ils n'ont qu'une seule idée en tête, reprendre le pouvoir coûte que coûte pour profiter à nouveau des avantages qu'il procure.

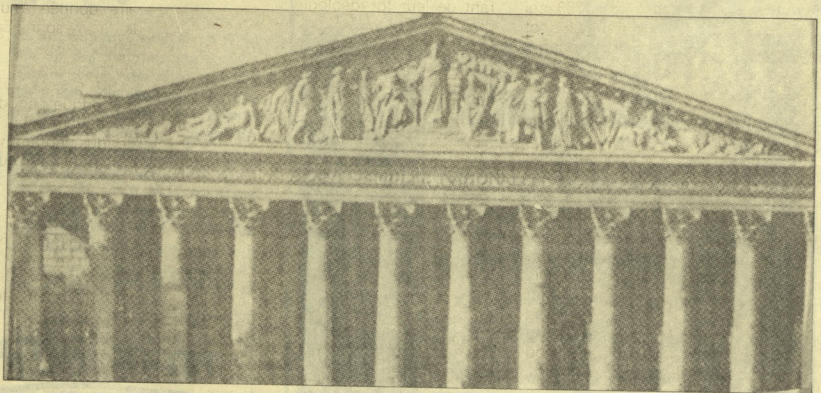
Il n'y a donc pas lieu de s'étonner du peu d'empressement que les « nouveaux socialistes », placés pour l'instant au som-

met de l'Etat, mettent à changer réellement le mode de scrutin actuellement en vigueur et surtout de leur répugnance à rétablir la représentation proportionnelle intégrale. Celle-ci n'étant plus l'objet d'un article de leur doctrine politique et n'étant désormais considérée par eux que comme une simple technique électorale, ils semblent ne pas vouloir prendre de décision à son sujet avant d'avoir une idée aussi précise que possible de leurs chances aux élections législatives de 1986.

S'ils s'attendent à un recul sérieux ou même à une déroute, il est fort possible qu'ils rétablissent la représentation proportionnelle intégrale pour garder un minimum de représentation parlementaire. Si, au contraire, ils croient avoir regagné dans l'opinion tout le terrain qu'ils ont perdu depuis l'inauguration de la politique de rigueur et le début de l'ahurissante campagne des libéraux et des cléricaux sur la question de l'enseignement catholique et le thème

des « libertés menacées », il y a gros à parier qu'ils maintiendront tel quel le scrutin majoritaire à deux tours. Si, enfin, ils s'attendent à un recul limité, il est probable qu'ils s'arrêteront à une formule mixte, comme pour les élections municipales, en associant un élément de représentation proportionnelle à un mode de scrutin restant essentiellement majoritaire.

G.L.



LIBERTÉ POLITIQUE ET DÉMOCRATIE BOURGEOISE

On nous entend bien. En tant qu'anarchistes, nous ne reconnaissons la légitimité d'aucune loi, qu'elle soit ordinaire ou fondamentale, c'est-à-dire touchant à la Constitution de l'Etat. La seule forme de décision collective que nous considérons comme juste et digne de respect est le contrat librement conclu entre égaux, comportant des obligations exactement réciproques et dont l'autorité, purement morale, ne s'exerce que sur les individus qui y ont effectivement souscrit. L'anarchie sera une forme de société caractérisée par la pratique universelle de tels contrats dans tous les ordres d'activité, sans distinction d'objet ni limitation du nombre des contractants.

La démocratie bourgeoise, un jeu politique qui nous est imposé !

Si cependant nous jugeons utile d'exprimer des opinions sur l'objet des controverses qui opposent les démocrates les uns aux autres, sur le contenu de leurs lois, qu'ils appellent la « volonté du peuple », c'est seulement parce que nous ne pouvons pas faire semblant d'ignorer que ce sont eux qui, pour l'instant, fixent les règles de notre vie sociale, que nous vivons sous un régime d'Etat, et parce que nous sentons bien que nous devons nous intéresser à sa vie si nous voulons préserver nos chances d'entraîner un jour une fraction importante de nos contemporains dans la voie de la révolution libertaire.

Bien que nous jugions largement illusoire la liberté publique que la démocratie accorde aux citoyens, nous sommes suffisamment conséquents pour préférer cette illusion à une vie sans droits politiques. Un peu plus de liberté vaudra toujours mieux à nos yeux qu'un peu moins. Dans le cas extrême où nous en serions réduits à devoir choisir entre l'abomination du césarisme, qui ne laisse subsister que des droits civils diminués, et la déshumanisation intégrale à laquelle tend tout système totalitaire, le premier nous paraîtrait encore un moindre mal.

Le principe de liberté étant par définition le fondement de notre idéologie, il est logique que la plus ou moins grande extension de son champ d'application, même quand nous la jugeons plus formelle que réelle, soit l'objet constant de nos préoccupations. Il est logi-

que, par conséquent, que nous observions avec intérêt comment cet élargissement peut avoir lieu sous le régime de l'Etat démocratique.

Démocratie parlementaire et démocratie « directe »

Sachant que l'Etat démocratique a de toute façon des limites absolues, qui sont celles que lui fixe la nature même du gouvernement des majorités, car telle est nécessairement l'expression pratique du gouvernement du peuple, la démocratie est pourtant susceptible de présenter diverses nuances, selon l'étendue qu'elle réserve au champ de la liberté publique. Ainsi, le gouvernement du peuple par les représentants de celui-ci, la démocratie parlementaire, laisse aux citoyens moins de liberté politique que le gouvernement du peuple exercé directement par lui-même, la démocratie « directe ». Au sein même de la forme parlementaire de la démocratie, le suffrage restreint laisse moins de liberté civique que le suffrage universel, le suffrage indirect moins que le suffrage direct, le scrutin majoritaire à un seul tour moins que le scrutin majoritaire à deux tours, et les scrutins majoritaires, purs ou combinés avec la représentation proportionnelle, moins que la représentation proportionnelle intégrale.

Autrement dit, toutes les formules de la démocratie se situent entre deux extrêmes. D'une part une démocratie parlementaire qui s'est caractérisée par le maximum de gouvernement et le minimum de liberté politique, où la représentation nationale était désignée par un suffrage restreint et indirect, selon le mode du scrutin majoritaire à un tour, où le pouvoir législatif, divisé en deux organes, était affaibli et subordonné à l'exécutif ; d'autre part une démocratie « directe » offrant à l'inverse le minimum de gouvernement et le maximum de liberté politique, où l'adoption des lois appartiendrait aux citoyens eux-mêmes réunis dans leurs assemblées primaires, s'exprimant par le suffrage universel et direct, possédant le droit constitutionnel d'insurrection contre un gouvernement qui violerait les droits de l'homme, où la représentation nationale aurait seulement pour tâche d'adopter des actes gouvernementaux appelés décrets et de soumettre au peuple des propositions de loi, et où le gouvernement proprement dit

serait un organe purement exécutif, subordonné étroitement au peuple et à l'Assemblée nationale.

Ces deux formules extrêmes furent imaginées également, sous la Première République, par la Convention nationale, la première en 1795 et la seconde en 1793. Mais seule la première fut réellement appliquée, pendant un peu plus de quatre ans, jusqu'au coup d'Etat de Napoléon Bonaparte, qui lui substitua un régime césarien à la fin de l'année 1799. La seconde, ajournée par ses auteurs « jusqu'à la paix », et remplacée en attendant par son contraire, le « gouvernement révolutionnaire », ne fut jamais mise en œuvre. Longtemps cependant, elle resta le programme du républicanisme radical et socialiste, et aujourd'hui encore elle paraît inspirer certaines tendances démocrates extrémistes, comme en témoigne par exemple l'article 21 de la déclaration des droits de l'homme qui formait le préambule du projet de Constitution du 19 avril 1946, où l'on reprenait le thème du droit de résistance à l'oppression contre tout gouvernement qui outrepasserait ses pouvoirs, ou comme le montre la revendication du référendum d'initiative populaire.

La Cinquième République

Comparée à ces deux formules extrêmes, celle que réalise présentement en France la Cinquième République, par l'importance du rôle que la Constitution y accorde au président et à son gouvernement, et où les législateurs, s'ils sont élus au suffrage universel et direct, le sont selon le mode de scrutin majoritaire à deux tours, constitue une formule moyenne, moins éloignée cependant de la démocratie minimale que de la démocratie maximale. C'est dire que la quantité de libertés politiques accordée aux citoyens peut y être encore très largement augmentée avant qu'on atteigne les limites absolues que posent le principe majoritaire et l'idée de loi qui sont l'essence même de l'Etat démocratique.

Cette augmentation semblait pouvoir se manifester dans deux directions : un changement du mode de scrutin permettant de donner à la « volonté du peuple » une expression moins inexacte et un certain accroissement des possibilités données aux citoyens d'adopter directement certaines lois.

J.F.

RÉFÉRENDUM ET PLÉBISCITE

A l'égard de l'extension éventuelle de la procédure du référendum, la prudence des socialistes est révélatrice. M. Mitterrand, en effet, qui un instant avait paru ne pas exclure son élargissement possible à l'initiative populaire des lois, a fait rapidement machine arrière et s'en tient finalement à une proposition de révision de la Constitution qui n'étend la possibilité d'avoir recours au référendum qu'au profit du président, et par conséquent sans rien changer sous ce rapport au texte présentement en vigueur.

Il est vrai que la timidité des socialistes actuels à l'égard de la procédure du référendum n'est pas supérieure à celle que montraient déjà leurs anciens qui, le jour de leur disparition, avaient oublié depuis longtemps l'antique revendication de la Constitution de 1793 qui partageait entre le peuple lui-même et ses représentants le pouvoir de donner des règles à la vie politique et civile. D'une manière générale, d'ailleurs, les partis qui ont occupé, dans le passé, les positions de la gauche réformatrice, montagnards et républicains modérés sous la Seconde République (1), ont tous souvent témoigné d'une méfiance plus ou moins grande à l'égard de la procédure du référendum, qu'ils ont eu tendance à confondre avec le plébiscite, cette pratique de l'appel au peuple dont Napoléon Bonaparte d'abord, son neveu Louis-Napoléon par la suite, et Georges Boulanger plus tard encore, profitèrent largement, et dont le rôle consiste à donner une apparence de légitimité au pouvoir absolu d'un César.

Plébiscite ou référendum ?

Cette confusion résultait d'une erreur de sens, imputable sans doute à l'influence des souvenirs de la Rome antique. Or, depuis les deux régimes bonapartistes du XIX^e siècle, le plébiscite ne peut plus être entendu comme une procédure déterminée de consultation populaire, mais comme une pratique politique étrangère dans son principe à la démocratie. Dans une démocratie en effet, les consultations populaires ont pour objet de dégager la « *volonté du peuple* » d'une manière positive selon deux modalités formellement distinctes, mais de même nature, celle de l'élection de représentants proposant certaines orientations politiques qu'ils devront exprimer sous

la forme de lois, et celle du référendum par laquelle le peuple adopte directement un projet de loi, se prononce sur un projet de traité, affirme son identité nationale ou juge simplement une action précise du gouvernement.

Le plébiscite, lui, a seulement pour objet d'exprimer la confiance totale, absolue, aveugle, que le peuple est censé vouer à son César ou au meneur du système totalitaire qui régit sa vie. Cette expression utilise les formes des consultations démocratiques, aussi bien celle de l'élection de représentants que celle du référendum. Mais ces formes sont évidemment vidées de leur contenu. Les candidats, qui n'ont pas de concurrents, sont désignés comme « *représentants* » en raison de leur fidélité au César ou au parti personnifié par le meneur et garant de leur foi idéologique. Le référendum est effectué de telle manière qu'il est quasiment impossible de ne pas émettre un vote positif, à moins d'être non seulement un citoyen politiquement conscient, mais encore et surtout un caractère intrépide prêt à subir la prison, les mauvais traitements et même la mort, plutôt que de ne pas manifester ainsi, publiquement, son opposition au pouvoir.

Sous le référendum, l'autoritarisme ?

Mais si le référendum en tant que tel est donc avant tout une procédure démocratique, il peut arriver que, sans changer de nature pour autant, sans modifier la nature essentiellement démocratique du régime et tout en jouant son rôle normal qui consiste à permettre que se dégage sur un point précis la « *volonté du peuple* », il prenne une tournure plébiscitaire en ce sens qu'il passe en outre pour un vote de confiance ou de défiance à l'égard du chef du gouvernement. C'est ce qui s'est produit plusieurs fois en France, on s'en souvient, sous la présidence de Charles de Gaulle et une fois sous celle de Georges Pompidou. C'est ce qui peut se produire encore, bientôt, sous celle de François Mitterrand, bien que celui-ci, en faisant sa proposition de révision de la Constitution, acquiesce simplement aux exigences formulées à grands cris par les sénateurs libéraux, ce que ceux-ci d'ailleurs, avec une incroyable inconséquence, lui reprochent à présent tout aussi violemment.

Ils voulaient un référendum qui n'était pas autorisé par la Constitution et maintenant ils refusent un référendum qui permettrait d'inscrire cette autorisation dans la Constitution !

Le référendum aura-t-il lieu ?

Il faut néanmoins insister sur le fait que si le référendum peut donc prendre une tournure plébiscitaire dans certaines conditions, celle-ci se limite à une vague ressemblance avec le vrai plébiscite en forme de référendum. D'une part en effet, les modalités de la consultation restent ici rigoureusement démocratiques, d'autre part l'issue du vote, pour cette raison même, est toujours incertaine. Cette possibilité, la coloration plébiscitaire donnée à un référendum, résulte de la personification de l'Etat démocratique dans un système comme celui de la Cinquième République, où le président, qui est élu au suffrage direct pour une longue période, est le chef suprême du gouvernement et dispose de pouvoirs étendus, notamment celui de soumettre une question au référendum, pourvu qu'elle appartienne à une catégorie définie par la Constitution.

Mais cette possibilité ne peut devenir réalité que dans certaines conditions. Il faut, par exemple, que le président prenne personnellement position en faveur du projet qu'il soumet au référendum, et même d'une façon telle qu'il donne à penser qu'à cette occasion il remet son mandat entre les mains du peuple. Il en est ainsi à plus forte raison s'il déclare expressément, comme le fit de Gaulle en 1969, qu'il démissionnera de ses fonctions si la majorité se prononce contre son projet.

Mais si le président ne fait pas dépendre la poursuite de son mandat d'une réponse favorable du peuple au projet qu'il lui soumet, la volonté de l'opposition ne saurait suffir, au cas où elle se manifesterait dans ce sens, à donner une allure plébiscitaire au référendum. Par suite, il ne semble pas y avoir de raisons pour que le président tire d'un vote négatif les mêmes conclusions que dans les cas précédents. C'est ce qui nous conduit à penser que François Mitterrand ne mettra pas son mandat dans la balance du prochain référendum, dont il n'est pas au fond, le véritable demandeur.

Mais ce référendum aura-t-il lieu ? Rien ne permet d'en être sûr. Pour qu'elle puisse être soumise au référendum, il faut en effet que la proposition de révision de la Constitution soit votée en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat. Or l'étrange comportement de bon nombre de politiciens de droite, à commencer par Jacques Chirac et ses partisans, donne à penser que le Sénat, où ces gens-là sont majoritaires, pourrait bien émettre un vote défavorable.

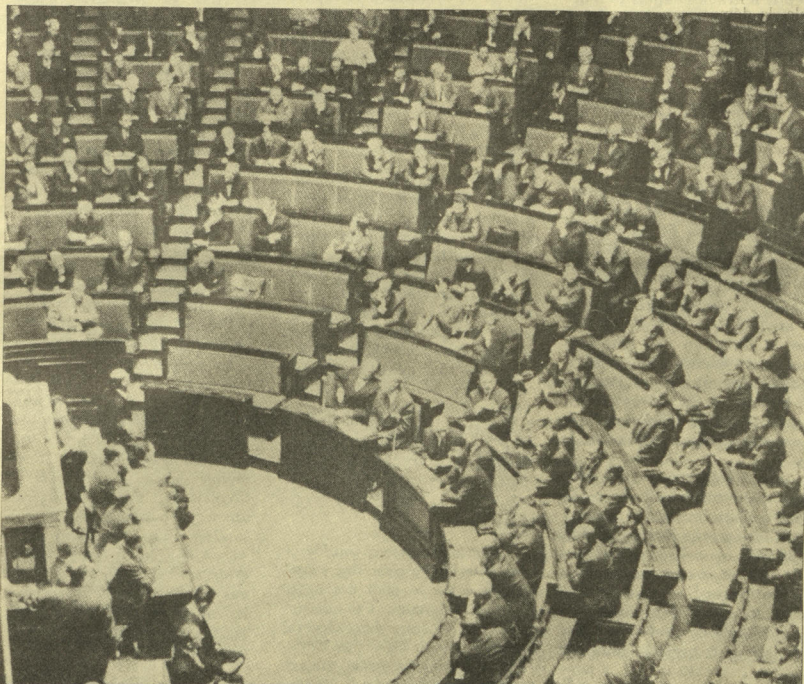
Une seule solution : l'abstention !

Si, cependant, le référendum peut avoir lieu, le « *nouveau socialiste* » François Mitterrand, en ce qui le concerne, aura délibérément laissé passer l'occasion de contribuer à un élargissement réel de la liberté politique sous la Cinquième République en écartant l'idée de proposer l'instauration de l'initiative populaire en matière de législation sous le bizarre prétexte que la France n'est pas la Suisse. Certes, sa propre proposition, si elle est adoptée, entraînera elle-même une certaine extension de la liberté telle qu'on l'entend dans la démocratie, mais si faible que les citoyens n'en sentiront quasiment pas les effets.

Voilà ce que devraient se dire les électeurs qui ont l'intention de se prononcer en faveur de la révision, sans tenir compte des propos incohérents que formulent les principaux porte-parole du libéralisme démocratique. Cela vaut-il la peine de se déranger pour si peu ? Le choix de l'abstention, que nous autres, anarchistes, considérons comme allant de soi, la liberté ne pouvant se développer réellement à nos yeux que là où le pouvoir d'Etat n'est pas, devrait s'imposer également, non seulement aux partisans conséquents d'une démocratie « *directe* », mais encore à tous ceux, parmi les tenants de la démocratie parlementaire, qui comprennent que la révision envisagée n'apporterait pas vraiment un supplément de garantie aux droits de l'homme et du citoyen.

Georges Le Semeur

(1) Républicains opportunistes et républicains radicaux durant les trente premières années de la Troisième République, radicaux depuis le début du XX^e siècle jusqu'en 1939, socialistes enfin de 1945 à 1982.



LE POKER DE L'ÉTÉ

S'il faut en croire le sondage mensuel B.V.A./Paris-Match, François Mitterrand n'a jamais vu sa cote de popularité aussi basse (33% contre 35% en juillet). Son coup de poker : un référendum sur les libertés n'aura pas vraiment fait recette. Rappelez-vous les affiches : « *Référendum sur les libertés : 70% des Français sont pour. (sondage du 1^{er} août 84)* ». Rappelez-vous aussi la polémique autour de la validité ou de la non-validité de ce sondage au premier jour du mois d'août.

Tout avait commencé le 5 juillet quand les sénateurs de l'opposition avaient demandé un référendum sur la réforme scolaire. Il s'agissait pour eux de battre le fer quand il est chaud, c'est-à-dire prolonger la vague de la manifestation du 24 pour l'école privée. Mitterrand, le 12 du même mois, contre-attaque avec un projet de révision de la Constitution pour étendre le référendum aux libertés publiques.

Suivirent des polémiques dont l'Assemblée nationale et le Sénat sont coutumiers. Le projet devait être « *présenté* » aux Français courant septembre... on attend toujours ! La carte référendum n'était-elle que mineure dans le jeu présidentiel ? Fabius engrange-t-il les effets des dissensions de l'opposition ? La démission d'Alain Savary du ministère de l'Éducation nationale, son remplacement par J.-P. Chevènement éclaircissent-ils le paysage politique ? On serait assez enclins à ne pas partager cet optimisme...

T.P.

LE TCHAD ET L'ACCORD FRANCO-LIBYEN « DÉBROUILLE-TOI HISSEIN, ON TE LAISSE »

TOUT a été dit, ou presque, sur l'accord franco-libyen du 17 septembre 1984. Les préparatifs ont été longuement disséqués et commentés, particulièrement les visites privées, semi-officielles des porte-rapporteurs de Mitterrand. L'on parle de succès de la diplomatie secrète sur les interminables et infructueuses rencontres inter-Etats (sommet annuel franco-africain par exemple).

Ces dernières semaines, la France et la Libye partageront la conclusion selon laquelle le désengagement conjugué des armées étrangères du Tchad permettrait un règlement « tchadien » du conflit. Elle se concrétise. Le retrait total et simultané des troupes françaises et libyennes du Tchad est négocié pour la date butoir du 13 novembre, sous le contrôle d'observateurs africains qui restent encore à désigner.

Tout le monde semble très content de cet aboutissement. Mobutu, qui a contribué à l'occupation du terrain en expédiant 2 000 zairois environ, estime que la décision de Paris et Tripoli est « une très bonne chose ». L'Algérie se félicite de l'« annonce du retrait progressif des troupes étrangères ». La Tunisie, par la voix de son ministre des Affaires étrangères : « c'est une très bonne chose dont nous nous

félicitons... ». La Haute Volta, pardon, le Burkina, déclare « ce départ simultané des forces étrangères est une très bonne chose parce qu'il met les Tchadiens en face de leurs responsabilités ».

Et il faut passer sur les déclarations des autorités américaines, du secrétaire général des Nations unies, du Maroc, et oui, le Maroc qui, après le coup d'éclat de l'accord d'Oujda du 13 août 84, ne manque pas d'insister sur l'influence que la nouvelle alliance Rabat-Tripoli a pu avoir sur le règlement du conflit tchadien. Il est absolument anormal que cet accord puisse satisfaire autant d'intérêts. Il existe tout de même des réactions mitigées. Mais personne ne s'attendait qu'elles parviennent du camp tchadien, entendons le gouvernement, légitime ou non, de Hisssein Habré. Cette note discordante mérite qu'on lui prête attention.

Les amis de mes amis
sont mes amis

C'est effectivement une très bonne chose pour le Maroc, le Zaïre, la Tunisie, le Niger, car cet accord met un coup de patin aux lubies expansionnistes, aux rêves d'un panafricanisme islamique de Kadhafi. Comme le dit justement l'éditorialiste du Monde daté du 19 septem-

bre, « l'accord ne pouvait qu'être accueilli avec satisfaction par les partenaires africains de la France, puisque celle-ci a rempli son contrat en obtenant de Tripoli la fin d'une ingérence militaire qui avait le don de préoccuper sérieusement plusieurs Etats de la région ». C'est suffisamment explicite pour s'autoriser à penser qu'en août 83, Mitterrand, en envoyant trois mille soldats français à la hauteur du 13^e parallèle, se contrefoutait du gouvernement d'Hisssein Habré.

Il obéissait à des consignes, un réalisme plutôt, hérité d'un siècle de colonialisme ; Giscard aussi s'en trouvait aliéné, en son temps. La France, gendarme de l'Afrique, de l'ex A.O.F. (Afrique occidentale française) comme de l'ex A.E.F. (Afrique équatoriale française). Le Zaïre de Mobutu, le Gabon de Bongo, le Sénégal de Diouf avaient lourdement insisté sur la nécessité pour la France de s'engager plus qu'elle ne le faisait dans les affaires tchadiennes. Avec la menace, le chantage plutôt, qu'en cas de légères réticences, il serait fait appel aux Etats-Unis. Qui n'attendent que cela !!!

Du côté de l'Algérie, comme du Burkina ou de la République populaire du Congo, la satisfaction affichée n'a que peu de rapport avec celle des alliés objectifs de la France. El-

le est corroborée si l'on peut dire par les réactions de Goara Lassou, ministre tchadien des Affaires étrangères : « le gouvernement tchadien pense que la Libye ne fait que reculer pour mieux sauter ». Mardi, en quittant Paris, Goara Lassou demandait des garanties contre un éventuel retour de ces forces (sous entendu les éléments d'appui libyens). Ce n'est pas tant, tout compte fait, un éventuel retour qui inquiétait Hisssein Habré. Après tout, Hisssein rassurait Lassou en lui rappelant que les accords de défense de 1976 n'étaient pas remis en cause.

C'est dans les propos de Thomas Sankara que se trouve l'explication : « Il faut d'abord compter sur l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine), elle pourrait organiser une forme de consultation permettant aux Tchadiens de se doter d'une structure politique provisoire en attendant la formation d'un gouvernement ayant le soutien de la plupart des Tchadiens ». Hisssein Habré sait qu'on lui conteste la légitimité du pouvoir qu'il exerce. Il se rend compte que, même si Tripoli a abandonné — provisoirement — son idée d'un 3^e homme, il est assis sur un siège éjectable. S'il fait obstacle à un retour à la paix au Tchad, il sautera.

Le gagnant ?
Surement pas Habré !

Tant que la France lui offre un parapluie, Habré pouvait étancher sa soif de pouvoir. Il a réorganisé l'armée, l'administration, créé une base politique à son régime. Bref, il a gouverné. Ces jours fastes sont révolus. Il lui faut regarder en face Goukouni Weddeye et réaliser que la bande d'Aouzou est toujours occupée par les Libyens (depuis 1973). Le Nord est traversé (à un degré moindre l'Est aussi) par les forces du G.U.N.T. Le Sud entre en rébellion très souvent. Un responsable du régime de Djamena déclarait, en décembre 83 : « Qu'il faut absolument régler le problème du Sud pour aborder le seul qui soit important pour le Tchad, celui du Nord ».

En face de lui, ne restent que des opposants, organisés en multiples fractions, donc provisoirement inefficaces. L'opération Manta a permis à Habré de renforcer son régime. L'opération Vandoise ne signifie pas pour lui la fin des problèmes.

Hervé
Gr. Paris XIV^e

MINEURS ANGLAIS L'HIVER SERA RUDE



« S I le T.U.C. laisse les mineurs se faire battre par le gouvernement, le mouvement ouvrier s'en retrouvera impuissant pour une génération entière. » Ainsi s'exprimait Peter Heathfield, du syndicat des mineurs (N.U.M.), avant le congrès des T.U.C. Les syndicats britanniques ayant accordé leur soutien à la grève des mineurs du bout des lèvres (voir Monde libertaire n°540), la situation n'est actuellement pas désespérée, mais de sérieuses défections du mouvement syndical se font jour.

Ainsi, le syndicat des transports (J.G.W.A.) a cessé la grève qui avait débuté le 24 août dernier en solidarité avec les mineurs. Les dockers britanniques ont donc repris le travail depuis le mardi 18 septembre alors que le mouvement était encore suivi à 60% sur l'ensemble de la Grande-Bretagne (la décision prise au niveau d'une réunion des délégués, l'a été avec : 76 voix pour, 8 contre et 6 abstentions).

Le président des charbonnages anglais a annoncé dernièrement l'échec des négociations avec le syndicat des mineurs. « La situation est bloquée pour le moment » a-t-il déclaré avant de dénoncer la « violence organisée » par les syndicalistes qui, devant les puits, s'opposent au travail des jaunes.

On semble donc, de part et d'autre, s'engager vers la poursuite du conflit durant l'hiver. Margaret Thatcher et son gouvernement qui, officiellement, ne s'occupent pas de ce conflit, ont décidé une mesure draconienne et qui touche durement les syndicalistes en grève depuis sept mois : les allocations familiales ont été supprimées aux familles de mineurs...

Le chiffre de 3 millions de chômeurs va bientôt être dépassé en Grande-Bretagne. Les mineurs anglais n'acceptent pas les 20 000 licenciements annoncés par la direction des charbonnages et la fermeture de nombreux puits encore exploitables. Depuis le début de la grève, le syndicat des mineurs a payé un lourd tribut : 2 morts, plus de 900 blessés, 3 000 arrestations. Sans parler des campagnes dans la presse et à la télévision, présentant la grève des mineurs britanniques comme criminelle et relevant du droit commun !

La fin de la grève des dockers, qui constituait un des plus forts soutiens à la grève des mineurs, constituera-t-elle le signe avant-coureur de la défaite ? Margaret Thatcher, qui a comme but de détruire le mouvement syndical en Grande-Bretagne, doit se réjouir de l'effritement de la solidarité avec le syndicat des mineurs. Aux dernières nouvelles, le gouvernement britannique — à la place de la direction des charbonnages ! — pose comme préalable à toute nouvelle négociation le retrait des piquets de grève. Si les mineurs anglais sortent vaincus de ce conflit, le mouvement ouvrier d'Outre-manche en aura pour quelque temps à se remettre...

A.P.

SYNDICAT AMÉRICAIN ET PRÉSIDENTIELLES

« P AS de contrat, pas de travail » a toujours été une des maximes de l'A.F.L.-C.I.O. américaine comme du syndicat des travailleurs de l'automobile (U.A.W.) qui y est affilié. Quand dernièrement les délais qui avaient été fixés pour les négociations salariales et d'effectifs entre la Général Motors et les syndicats ont expiré, il y a eu grève « jusqu'à nouvel ordre » dans de nombreux endroits. Au Michigan et en Californie, six usines de montage ont été touchées par la grève, suivies bientôt de sept autres du New Jersey, du Missouri, du Texas et du Kentucky.

Mais le porte-parole de l'A.F.L.-C.I.O., Murray Seeger est venu à la rescousse des dirigeants de l'U.A.W. pour expliquer pourquoi il ne fallait pas faire grève : « Nationalement, une grève pourrait être fatale pour Walter Mondale (le candidat démocrate aux présidentielles). Cela donnerait la désagréable impression que les démocrates sont manipulés par une bande de syndicalistes irresponsables et vindicatifs, recréant le climat qui, après les grandes bagarres syndicales en Grande-Bretagne, avait servi à l'époque à aider l'élection de Margaret Thatcher ».

General Motors est considérée aux Etats-Unis comme une « locomotive » sur le plan des négociations salariales. Ce qui aurait été obtenu chez General Motors, pouvait l'être chez Chrysler ou Ford. Casser le mouvement de grève dans le groupe

General Motors équivaut à une récession salariale et de conditions de travail pour tous les travailleurs de l'automobile nord-américains. Le syndicalisme américain qui se veut neutre, sans but politique (sic), se préoccupant uniquement de la « défense du beef-steak », ne servirait-il même plus à ça ?

Le choix des dirigeants de l'U.A.W. de ne mettre en grève que 18 usines (dont celles où sont fabriquées les Pontiac, Chevrolet, Corvette, Buick Riviera, Cadillac Eldorado...) sur les quelques 80 du groupe, ne fera qu'ajouter à la confusion une sorte de demi mesure qui ne touchera que peu le géant de l'automobile américaine.

A Détroit (Michigan), après 19 heures de négociations, aucun accord n'est intervenu concernant la sécurité de l'emploi et les hausses de salaires. Voulu ménager la popularité du candidat Mondale, l'A.F.L.-C.I.O. affaiblit son poids dans les conflits du travail.

En septembre-octobre 1964, une grève générale d'un mois eut lieu à la General Motors. Les revendications portaient surtout sur les conditions de travail ; les travailleurs de l'automobile, selon un dirigeant de l'A.F.L.-C.I.O., ne s'intéressaient pas uniquement à leurs salaires mais voulaient aussi « avoir le droit de travailler dans la décence et la dignité ». Vingt ans plus tard, il faut accepter les nuisances de la modernisation pour ne pas nuire au monde politique...

Fernand Bernard

JAPON

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

OU COMMENT AFFAIBLIR LES SYNDICATS

Ceci est la seconde partie
d'un article tiré de *Industrial Worker*,
journal du syndicat révolutionnaire américain I.W.W.
article écrit par le postier japonais Eichi Itoh.

Le système de contrôle des syndicats par le biais de petits groupes s'est développé aussi bien dans le secteur public que dans les entreprises privées. Il y avait des syndicats puissants, en particulier dans les Chemins de fer japonais et dans le service postal, mais la formation de petits groupes sur les lieux de travail a considérablement affaibli ces syndicats. Les travailleurs du secteur public ont cependant pu résister à cette réorganisation destructrice du monde du travail.

En 1970-1971, la direction des chemins de fer créa des petits groupes intitulés « équipes d'étude du mouvement pour l'accroissement de la productivité ». Cette campagne fut nommée le mouvement « Marusei ». D'après leurs propres paroles, le but des dirigeants des chemins de fer japonais était une « révolution dans la conscience des travailleurs » en vue d'augmenter la productivité.

Les syndicats des chemins de fer, le Syndicat des travailleurs des chemins de fer (« Kokuro ») et le Syndicat des agents de conduite des chemins de fer (« Doro »), étaient des syndicats clefs, des bastions du mouvement syndical japonais. Dans le passé, la direction avait essayé de combattre leur puissance, mais n'y était jamais arrivée. Elle avait, par exemple, créé un syndicat de briseurs de grève qui avait attiré certains travailleurs des deux syndicats militants.

Cette fois-ci, la direction a mis en place ces « équipes d'étude du mouvement pour l'accroissement de la productivité ». En théorie, cette campagne pour la productivité n'a rien à voir avec les syndicats. « Nous voulons seulement étudier la théorie et la dynamique de la productivité », disait un membre d'un de ces groupes. Théoriquement, la campagne pour la productivité était sensée être conduite par des petits groupes « autonomes », mais en pratique la campagne fut menée par la direction pour faire changer en sa faveur l'équilibre du rapport de force sur les lieux de travail.

La structure du mouvement « Marusei » variait d'un endroit à l'autre, mais elle peut être résumée ainsi : le chef de gare était le président de la fédération des groupes d'étude, et les chefs de section en étaient les vice-présidents ; les contremaîtres servaient de coordinateurs. Ainsi structurés, des équipes d'étude comprenant cinq à sept personnes furent organisées sur les lieux de travail. Des chefs d'équipes furent sélectionnés, entre autres pour recruter de nouveaux membres. Ils incitaient souvent les syndiqués à désertier « Kokuro » ou « Doro », les deux syndicats les plus actifs, et à rejoindre le syndicat jaune.

Il y eut quelques cas où tous les employés d'une gare se divisèrent en petits groupes et prirent part à la campagne pour la productivité. Pour la direction, c'était l'idéal. Cette campagne avait la même fonction que les cercles de contrôle de la qualité dans le secteur privé (voir *Monde libertaire* n°541). Les travailleurs étaient obligés d'être toujours conscients de leur efficacité et de conduire de « manière autonome » le mouvement pour l'accroissement de la productivité. Ils se réunissaient par petits groupes une fois par semaine ou tous les jours, après le travail, pour discuter de la productivité, pratiquant la critique et l'auto-critique.

La campagne pour la productivité était, en un certain sens, un mouvement spirituel tendant à une « révolution de la conscience des employés des chemins de fer japonais ». Voici un extrait d'un rapport sur cette campagne :

« Les chefs d'équipe sont envoyés à un séminaire d'études pour une semaine. Ils suivent des conférences sur l'accroissement de la productivité et sur diverses théories de "management". Mais le plus important est la cérémonie des chandelles qui a lieu le dernier soir. Chaque travailleur est prié de faire, devant une chandelle allumée, un vœu sur sa conduite du mouvement pour l'accroissement de la productivité dans son lieu de travail. Un travailleur commence à pleurer et à avouer : "J'ai honte de mon ignorance de l'efficacité". L'atmosphère devient lourde d'émotion. Un autre dit : "Pour de nouveaux chemins de fer japonais" et tout le monde reprend ce slogan en chœur. »

Quand on sait que les chemins de fer japonais sont un bastion du syndicalisme militant et que les travail-



leurs y sont bien organisés, le sens du slogan « Pour de nouveaux chemins de fer japonais » devient clair. Les nouveaux chemins de fer japonais en question devraient être sans syndicats ou, au moins, sans syndicats actifs. Le développement de la campagne pour la productivité coïncida avec un accroissement du nombre de pratiques déloyales vis-à-vis des syndiqués.

Au début, les deux syndicats militants des chemins de fer n'étaient pas concernés par la campagne pour la productivité. Mais quand il est devenu clair que la direction intensifiait ses pratiques déloyales vis-à-vis des syndiqués (par exemple, en facilitant la promotion de ceux qui désertaient ces deux syndicats), « Kokuro » et « Doro » lancèrent une contre-attaque contre cette campagne. « Marusei » était devenu synonyme d'affaiblissement du syndicalisme actif, par le biais du mouvement pour l'accroissement de la productivité.

Sur les lieux de travail, on essayait de persuader les syndicalistes qui faisaient partie d'équipes d'étude de quitter ces groupes. On empêchait les syndicalistes de participer aux meetings organisés par la campagne pour la productivité. Entre temps, un tribunal chargé des différends professionnels jugea que les autorités des chemins de fer japonais interféraient illégalement avec les activités syndicalistes et leur ordonna de s'excuser. Ce fut la première victoire des travailleurs. En même temps, les partis d'opposition commencèrent à enquêter sur certaines de ces pratiques déloyales qui étaient interdites par la législation du travail. La campagne « Marusei » était devenue une controverse politique.

Le 27 octobre 1971, la direction des chemins de fer déclara à ces deux syndicats que le mouvement « Marusei » serait suspendu pour deux mois et proposa de commencer des négociations pour résoudre les différends professionnels. Les deux syndicats militants avaient gagné. La campagne « Marusei » ne fut pas reconduite et les chemins de fer japonais demeurèrent le fer de lance du mouvement syndical japonais.

Perspectives du mouvement ouvrier japonais

Le système de contrôle du travail consistant à diviser les travailleurs en petits groupes est une menace sérieuse pour le syndicalisme libre et indépendant. Cependant les bureaucrates syndicaux, surtout dans le secteur privé, ont un point de vue différent. Selon eux, ce système sert à améliorer la qualité de la vie des travailleurs ainsi que leur participation. Quelques dirigeants disent que « c'est mieux que des négociations collectives car les négociations collectives ne servent qu'à satisfaire des intérêts immédiats ».

Il faut pourtant se rappeler que les travailleurs japonais n'ont jamais obtenu de « satisfactions immédiates ». Les dirigeants justifient les bas salaires, les courtes périodes de repos et les cadences trop rapides en prétextant les « intérêts à long terme des travailleurs dans

l'économie de marché », ce qui en fait ne sert qu'à aider la compagnie à vaincre sa concurrence.

En fait, ces petits groupes peuvent être comparés aux commandos militaires. Tous les efforts sont faits pour dépouiller les travailleurs de leur conscience de classe et pour leur inculquer une soumission aveugle à la politique de la compagnie. Il est bon de se rappeler que le « Service de la Nation par le travail industriel », l'une des sept valeurs spirituelles de la firme Matsushita, était, pendant la Seconde Guerre mondiale, le nom d'une association industrielle, patriotique et militariste, patronnée par le gouvernement ; association copiée sur l'« Arbeitsfront » nazi, et grâce à laquelle les bureaucrates purent saboter les véritables intérêts des travailleurs et faire obstruction à leur besoin de construire une solidarité entre les travailleurs. Il est grand temps de prendre conscience de l'état misérable dans lequel se trouvent les travailleurs japonais.

Il est facile de critiquer les échecs subis dans le passé par les travailleurs, mais il est plus difficile de voir comment l'on peut combattre efficacement ce système de contrôle du travail. Récemment, lors d'un meeting du Syndicat des postiers, un officiel de haut rang déclara : « Il n'y a pas d'antidote spécifique contre le programme de revitalisation du travail mis en place par le ministère des Communications ». Nous devons saper et anéantir ce système de contrôle du travail grâce à des petits groupes, si nous voulons maintenir la solidarité entre les travailleurs. Nous ne savons pas encore comment résoudre ce problème, mais nous savons qu'il est extrêmement important de redonner vie aux activités syndicales sur les lieux de travail.

Heureusement, des syndicalistes, ainsi que d'autres personnes, commencent à étudier sérieusement ce problème. Quelques journaux syndicaux ont publié des numéros spéciaux sur le système de contrôle du travail. « Mieux vaut tard que jamais », car la destruction de ce système est d'une importance vitale pour le syndicalisme libre et indépendant au Japon.

ITALIE

MARIO Terzi, jeune militant anarchiste de Bolgare, qui avait été arrêté le 26 mai 84 pour « absence à l'appel » et jugé par le tribunal militaire de Rome le 3 août, a été condamné à un an de prison ferme (voir *Monde libertaire* n°540).

Mario, déterminé à assumer jusqu'au bout son refus de porter l'uniforme, est incarcéré à Rome. Les lecteurs, écrivant l'italien, peuvent lui écrire : Mario Terzi, Carcere militare, Forte Bocced, 0167 Roma, Italie. Quand on est emprisonné, cela fait toujours plaisir de savoir qu'au dehors, on est soutenu !

LA RÉPRESSION CONTRE LES ANARCHISTES EN U.R.S.S.

LORSQUE Lénine et Trotski voulurent justifier la répression féroce que le parti bolchevik exerçait contre les anarchistes, ils prétextèrent que c'étaient en réalité des bandits ou des contre-révolutionnaires qui s'affublaient du titre d'anarchistes.

Gaston Leval racontait que c'était ce genre d'argument qui lui fut donné lorsqu'il avait demandé à Djerjinski, « ministre » de l'Intérieur, la libération des anarchistes emprisonnés, parmi lesquels figuraient d'aussi terribles bandits que Voline, Maximoff et Yartchouk.

Les marins de Cronstadt, qui réclamaient des soviets libres et l'égalité des rations alimentaires entre bolcheviks et non bolcheviks, eurent droit à une explication plus subtile : on raconta (après l'« explication » peu subtile, elle, de la canonnade et du massacre) que la base navale était épuisée du point de vue révolutionnaire ; que le niveau idéologique des marins avait considérablement baissé par rapport à celui de 1917 car de nombreux militants étaient partis ou avaient été tués, et avaient été remplacés par des paysans incultes.

Ida Mett, dans son livre sur *La commune de Cronstadt* (éd. Spartacus), résume d'ailleurs le point de vue de Trotski avec une extrême clarté : « Tout ce qui soutenait le gouvernement était véritablement prolétarien et progressif et (...) le reste représentait la contre-révolution paysanne ».

En 1923, paraît un petit livre de 128 pages aux éditions de la Librairie sociale, *Répression de l'anarchisme en Russie soviétique*, écrit l'année précédente par le groupe des anarchistes russes exilés en Allemagne. Ces exilés ont mis leurs souvenirs en commun et ont publié une liste de 181 anarchistes exécutés, emprisonnés ou expulsés par les bolcheviks ainsi qu'une courte biographie de chacun d'eux. Or précisément, les biographies de ces militants sont révélatrices car elles contredisent les allégations des bolcheviks selon lesquelles les anarchistes emprisonnés ou exécutés seraient des bandits, des petits-bourgeois ou des paysans réactionnaires qui n'avaient pas d'expérience révolutionnaire et qui auraient pris le train de la révolution en marche.

« Il est donc hors de doute que l'acheminement véritable des masses révolutionnaires vers leur émancipation réelle et vers la création de formes vraiment neuves de la vie sociale est incompatible avec le principe même du pouvoir étatiste.

Il est, enfin, évident que si la révolution prend — pour des raisons quelconques — la forme de l'organisation d'un nouveau pouvoir et que celui-ci profite des événements qui l'ont fait naître pour s'approprier le mot "révolutionnaire". Qu'il se dise "socialiste", "ouvrier" ou autrement, il est inévitable que ce pouvoir aspirant à freiner et à altérer le vrai processus révolutionnaire, se heurte aussitôt aux forces de la vraie révolution cherchant à devenir créatrice, vaste et libre. Ce choc amène irrévocablement le pouvoir essentiellement réactionnaire à une lutte de plus en plus implacable (qu'il devra justifier avec toujours plus d'hypocrisie) contre les forces révolutionnaires.

Complétons, du moins brièvement, ce qui vient d'être dit par quelques traits essentiels : • Tout pouvoir politique est indéniablement un facteur de privilège violant déjà le principe d'égalité et par cela même frappant au cœur de la révolution sociale, impulsée en grande partie par ce principe.

• Comme tout pouvoir, le pouvoir "socialiste" devient inévitablement la source de privilèges nouveaux. Ayant maîtrisé la révolution et étant obligé de créer son indispensable appareil autoritaire, il fonde ainsi toute une nouvelle caste de parasites, privilégiés d'abord politiquement et par la suite économiquement. Nécessairement, il attire et groupe autour de lui des éléments aspirant à exploiter et à dominer. Il répand ainsi le germe de l'in-

égalité et en infecte sans peine l'organisme social qui, restant passif, devient lui-même le principal facteur du retour aux principes bourgeois.

• Tout pouvoir cherche plus ou moins à prendre entre ses mains les directives de la vie sociale. Il prédispose les masses à la passivité, l'initiative sociale étant réduite à végéter lamentablement par l'existence même du pouvoir. Le pouvoir socialiste qui est par principe fondamentalement érigé sur la concentration entre ses mains de toute l'initiative de création so-



Un des assassins !

cial, de toutes les "ficelles" du processus social, est sous ce rapport un véritable asso-moir. Toute initiative indépendante est méprisée, rejetée, écrasée avec une logique et une ténacité particulières. Les énormes forces créatrices nouvelles couvant dans les masses restent ainsi complètement cachées et inactives. Ceci se rapporte aussi bien au domaine de l'action qu'à celui de la pensée. Sous ce dernier rapport, le pou-



Gardes rouges

voir socialiste se distingue par une intolérance exclusive, car il se considère comme l'unique porteur de la vérité, ne tolérant ni n'admettant aucune contradiction.

• Bien entendu, tout pouvoir politique est par lui-même absolument incapable d'entreprendre l'œuvre de résolution des gigantesques problèmes créateurs du progrès social. Le pouvoir socialiste qui s'empare de la révolution et se considère appelé à réaliser les tâches révolutionnaires nouvelles de la reconstruction est, dans cette circonstance, particulièrement pitoyable et insignifiant. En sabotant et en tuant toute initiative qui n'est pas sienne, en cherchant à tout englober, en voulant faire tout "lui-même", il se montre tout d'abord (et c'est là l'essentiel) absolument incapable de réorganiser la vie économique du pays. L'incompétence du pouvoir entraîne comme premières conséquences : la pleine débâcle économique, la ruine entière de l'industrie et de l'agriculture, une politique de violence envers les paysans provoquant une rupture entre les villes et villages, la destruction des moyens de transports, etc. Production, labeur, échange, répartition sont complètement désorganisés et tombent à l'état chaotique.

• L'impuissance manifeste du pouvoir à garantir la vie économique du pays, l'infructuosité évidente de la révolution et le fardeau de la situation provoquée, en liaison avec la répression qu'elle exerce contre toute initiative sociale créent un terrain propice pour la recrudescence et l'offensive de la contre-révolution, incitent les éléments neutres et inconscients (jusqu'alors hésitants) à se tourner contre la révolution et finalement tuent la foi en la révo-

lution dans les rangs de ses propres partisans.

• Cet état de chose pris dans son ensemble non seulement dévie la marche de la révolution, mais compromet radicalement l'œuvre de sa défense. Au lieu d'avoir des organisations de travail unifiées, vivantes, capables d'assurer le développement économique du pays, qui, en même temps, organiseraient la libre défense de la révolution par les masses elles-mêmes contre le danger de la réaction — dans ce cas comparativement insignifiant — nous avons, quelques mois après les débuts de l'infructueuse pratique étatiste, à nouveau une poignée de brasseurs et d'aventuriers politiques incapables de "justifier" et de fortifier la révolution qu'ils ont défigurée horriblement et maintenant obligés de se défendre eux et leurs partisans contre des ennemis qu'ils doivent en grande partie à leur propre faillite. Au lieu d'une défense normale de la révolution sociale qui s'affirme graduellement, nous avons encore une fois ce spectacle : le pouvoir en faillite défendant sa propre vie. Une telle déformation du processus révolutionnaire amène la défense organisée d'en haut, à l'aide des anciennes et monstrueuses méthodes politiques : création d'institutions policières, formation d'une armée régulière, disciplinée et aveugle, anéantissement des "libertés" de parole, de presse, de réunion, etc., application d'un système répressif, de la terreur, et ainsi de suite. Dans les conditions anormales des événements, tous ces procédés acquièrent rapidement une violence et un arbitraire inouï. La décomposition de la révolution avance à grands pas.

• Le "pouvoir révolutionnaire" en faillite se heurte inévita-

blement, non seulement aux ennemis de "droite", mais aussi aux adversaires de "gauche", ces derniers étant représentés par les éléments révolutionnaires qui entament la lutte pour la révolution sociale foulée aux pieds, — en particulier les anarchistes. Or, ayant goûté le poison de la domination, des privilèges, etc., s'étant persuadé à lui-même comme il en persuade les autres, qu'il est l'unique force véritablement révolutionnaire appelée à agir au nom du "prolétariat" ; se croyant "obligé" et responsable devant la révolution ; liant faussement le sort de cette dernière au sien, et trouvant pour tout une explication et une justification, — le pouvoir ne veut ni ne peut avouer son fiasco total complet et disparaître. Au contraire, plus il se sent fautive et menacé, plus il redouble d'acharnement pour se défendre. Comprenant parfaitement qu'il s'agit, d'une façon ou d'une autre, de son existence, il ne discerne pas ses adversaires, il ne distingue pas ses ennemis de ceux de la révolution. De plus en plus guidé par l'instinct de conservation, de moins en moins capable de reculer, avec un crescendo d'aveuglement et d'impudence, il frappe à tort et à travers, à droite comme à gauche. Il frappe sans discernement tous ceux qui ne sont pas avec lui. Tremblant pour son propre sort, il anéantit les meilleurs forces de l'avenir. Il étouffe les mouvements révolutionnaires qui surgissent à nouveau, et supprime en masse les révolutionnaires, ouvriers et paysans qui cherchent à relever l'étendard de la révolution sociale...

(1) Victor Serge, *Les anarchistes et l'expérience de la révolution russe*, éd. de la Bibliothèque du travail, 15 août 1921.

R.B.

(1) Victor Serge, *Les anarchistes et l'expérience de la révolution russe*, éd. de la Bibliothèque du travail, 15 août 1921.

BY JOVE STORY

UN jour, Sylvain et Pierre-Yves, les deux protagonistes mâles de l'émission, avaient comme invités Thiriet — jeune dessinateur plein d'avenir sévissant dans *Fluide glacial* et le *Petit psikopat illustré* — et Frémion, critique bien connu. Ce dernier, comme à son habitude, et ce ne sont pas les auditeurs du défunt « *Bisou-Bisou* » qui me contrediraient, tenait le crachoir depuis un bon quart d'heure sans laisser ses petits camarades en placer une, lorsque le téléphone sonne.

C'est Carali, dessinateur dans *Hara-Kiri* et père du *Petit psikopat*. Son désaccord chronique avec Frémion est célèbre, sinon légendaire dans les milieux de la Bédé. « *Faites-le taire, cet animal* » crie-t-il, dans un grand accès de fureur. Carali n'aime pas les critiques, c'est là son moindre défaut.

Cinq minutes plus tard, il débarque au studio et, Frémion ayant cédé la place, se retrouve devant le micro avec son complice Thiriet. Re-coup de téléphone. Cette fois, c'est Edika, auteur de *Débiloff Profondicum* et *Homo Sapiens Connardus*, accessoirement frère légitime de Carali. « *Paul, vieux salaud, veux-tu immédiatement me rapporter ma voiture que tu m'as empruntée pour aller causer dans le poste ! Il est 1 h et je veux aller déjeuner !* ».

Si vous voulez mon avis, il est heureux que cette émission ne dure que deux heures, sans quoi on risquerait de se farcir tout ce que la bande dessinée parisienne comporte comme grandes gueules. Et il y en a, vous pouvez me croire !

(A suivre)

Gudule



BANDE DESSINÉE



PROCHAINS INVITÉS DE « BY JOVE » SUR RADIO-LIBERTAIRE

Mercredi 26 octobre :

• Raymond Maric ; rédacteur en chef du journal *Pieds-Nichelés* — qui devint par la suite *Trio* — de 1970 à 1979 ; scénariste de 25 albums de *Bibi Fricotin* ; dessinateur et scénariste de *Tom et Jerry*, *Droopy*, *Bob et Bee-Bop* ; collaborateur à *Spirou* depuis une dizaine d'années, où il reprend aujourd'hui le troisième épisode de *Cristal* ; auteur de jeux, strips et co-auteur d'une série avec le dessinateur Frisano.

• Max Cabanes, dessinateur et scénariste. Si on exclut ses livres pour enfants et ses travaux alimentaires, a participé à *Pilote*, *Tousse-Bourrin* (dont il est co-fondateur avec Loisel, Taffin et Anne-Marie Simond), *A Suivre*, *Fluide glacial*. Principaux albums : *Dans les villages*, *Contes fripons*, *Rencontres du troisième sale type*.

Mercredi 3 octobre : Edika, Daniel Goossens.

Mercredi 10 octobre : Gébé.

Mercredi 17 octobre : Gotlib.

Mercredi 24 octobre : Olivier Taffin, Loisel, Letendre.

Mercredi 31 octobre : Chantal Montellier.

Mercredi 7 novembre : Siné.

Mercredi 28 novembre : Alex et Daniel Varenne.



PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 27 septembre :

« *Attention fragile* » (10 h à 12 h) : Emma Goldmann et la révolution russe.

« *Si vis pacem* » (18 h à 19 h) : émission animée par l'Union pacifiste de France : la symbiose Armée/Ecole.

« *Jazz en liberté* » (22 h à 24 h) : Tamia et Pierre Favre.

• Vendredi 28 septembre :

« *La bourse et la vie* » (10 h à 12 h) : comment bien acheter une voiture d'occasion.

« *Les anartistes* » (13 h à 14 h) : poésie expérimentale, retransmission de la soirée Joël Hubant.

« *De bouche à orteils* » (16 h à 18 h) : Maurice Fanon.

« *L'Invité quotidien* » (20 h à 22 h) : le racisme quotidien.

• Samedi 29 septembre :

« *Uk'amau* » (16 h à 18 h) : Daniel Kiwayo, musicien péruvien.

« *Prisons* » (20 h à 22 h) : actualité, courrier.

« *Blues en liberté* » (22 h à 2 h) : histoire du blues.

• Dimanche 30 septembre :

« *Folk alié* » (12 h à 14 h) : programmation celtique et folk français.

« *Grand Angle* » (17 h à 20 h) : Sade.

• Lundi 1^{er} octobre :

« *A bâtons rompus* » (12 h à 14 h) : Tahar Ben Jelloun.

« *Près du radiateur* » (18 h à 19 h) : émissions des Jeunes Libertaires.

• Mardi 2 octobre :

« *L'Auberge espagnole* » (12 h à 14 h) : chômage, échange (petites annonces).

« *01 Anarchie* » (18 h 30 à 20 h) : émission d'informatique : le S.I.C.O.B.

« L'ÊTRE LIBRE » (ANTHOLOGIE)

NOTE DE LECTURE

Il s'agit d'un recueil de textes où la poésie et la prose se mêlent étroitement. Les éditeurs « Les lettres libres » nous informent de leur recherche pour nous présenter chaque année une anthologie comprenant une quarantaine de morceaux, qui sera en quelque sorte la préface littéraire aux œuvres qu'ils publieront au cours de l'année.

Le cru 84 est un bon cru. Naturellement, toutes ces pièces ne sont pas d'égale valeur, mais elles ont l'avantage, par leur diversité dans le ton comme dans l'écriture, de faire connaître les multiples aspects de la « chose » littéraire et, par conséquent, de former le goût. A la tête de chacun de ces poèmes ou de ces nouvelles, une courte biographie nous situe l'auteur.

Pour ma part, j'ai aimé le poème de Christiane Bille-Beauqueney — je m'empresse de dire que je ne suis pas un spécialiste de la poésie —, peut-être parce que j'aime les choses simples, nettes et claires, surtout lorsqu'elles sont servies par un vocabulaire riche en mots colorés qui sont les mots de tous les jours, et puis, n'est-ce pas, Anatole France, ce maître ès style à qui l'on demandait un jour « *qu'est-ce que la littérature ?* » et qui répondait : « *la littérature, c'est d'abord la simplicité !* ».

J'ai trouvé de l'originalité dans la nouvelle de Roger Le Conte. Son style baroque m'a plu et ses mots parfois « arrangés » font du tapage sans empêcher le lecteur de tirer une leçon du conte que l'auteur nous propose et introduit dans son histoire. J'aurais volontiers ramassé des tessons de bouteille ne serait-ce que pour payer les frais d'édition de son œuvre. Je sais bien que le style « certificat d'étude » est tenace et que sortir des clous soulève souvent la réprobation des honnêtes gens ! Bousculer les mots, les arrangements, les idées, défrise les petits bourgeois bien propres et enchante les galopins, même s'ils n'y comprennent pas grand chose.

J'ai parlé, à propos de cette anthologie, de deux pièces parmi d'autres et peut-être à cause de leurs contrastes, mais ça ne veut pas dire que les autres m'aient été indifférents et, à la réflexion, je pense que, plus que la qualité même de ces œuvres, c'est leur caractère différent qui fait l'intérêt de l'ouvrage.

Pour vous inciter à lire ce volume, je voudrais conclure par ces vers de mon ami Serge Livrozet :

« *Je regarde les chaînes des gens qui se croient libres,*

Je ris de les voir se battre

Pour mourir

Je crie de les voir obéir à la voix qui leur dit de compter

Les barreaux de leur folle survie

Et je pleure de voir qu'ils s'attachent en criant :

« Vive la liberté ».

Maurice Joyeux

L'ÉPINE LE PEN

LORS de la fête des « Bleu-blanc-rouge » à Balard, le week-end dernier, Jean-Marie Le Pen a bien mis les points sur les « I » : le Front national présentera une liste aux élections législatives de 1986 et si le mode de scrutin est « favorable », il espère qu'une centaine de députés nationalistes poseront leurs culs dans les fauteuils de l'Assemblée nationale. Rien que ça !

Devant 5 000 à 6 000 personnes — R.L.P., la radio téléphonique du Front national en a compté 30 000 ! — Le Pen a développé ses thèmes habituels : croisade contre le communisme, « dehors les immigrés ! », « sauvons la France de la décadence ! », « Collaro à Kaboul ! », etc., etc. Rien de nouveau ! « Je vais encore piquer des billes dans le sac de Jacquot », a-t-il bramé ! On peut se demander de quel S.A.C. il parle ?

Décidément, les résultats indéniablement en hausse du Front national embarrassent beaucoup les partis de la droite « traditionnelle ». Envoyés les belles professions de foi « antiracistes » qui suivirent l'attentat de la rue Copernic ?

Jacques Chirac, « Jacquot » pour le gros Jean-Marie, s'est empressé de clamer une fois de plus, haut et fort, qu'il n'est pas question que le R.P.R. fasse alliance avec l'extrême droite. Par « extrême droite », le maire de Paris entend Front national évidemment. Le petit frère ennemi du mouvement de Le

Pen, le Parti des forces nouvelles (P.F.N.) ne rentre pas dans cette catégorie. Il est vrai que plusieurs députés R.P.R. sortent ou sont encore au P.F.N., que ce parti « néo-fasciste » fourni au chiraquien : colleurs d'affiches et gros bras pour les services d'ordre, et que certains responsables du P.F.N. ont leurs entrées à la mairie de Paris (voir le *Monde libertaire* n°539 sur l'affaire Dupuis de Méry, fasciste notoire « embouché » par l'Office parisien d'HLM pour les 17^e et 18^e arrondissements). Rappelons aussi l'arrivée de ce brave Romério, chef de l'association Légitime Défense au Conseil de prévention. Chirac veille à ne pas mélanger les torchons et les serviettes !

Pour Giscard, Le Pen n'existe pas. Carrément ! L'ancien président-diamantaire regarde ailleurs quand on lui montre les scores du Front national. Lui aussi « condamne avec virulence l'extrême droite », constatant avec soulagement que les électeurs ont la mémoire courte et que ses amitiés étroites avec les jeunes gens rasés du groupe Ordre nouveau (dissous en 1973 et rebaptisé P.F.N.) ont été oubliées. Comme ont été oubliées les exactions de certains syndicats fascistes sous son septennat.

Raymond Barre, lui, joue la carte du « réalisme politique ». Style : « Le Pen existe, je l'ai rencontré ! ». Le « gravos » estime que le « Front national a une audience incontestable et il faut en tenir compte. De plus,

certaines thèmes de Le Pen sont valables ». Le problème, c'est que l'ex-Premier Ministre ne dit pas lesquels !

Enfin Simone Veil fait vibrer la corde « antifasciste », mettant en avant son passé de déportée dans les camps nazis. Pour la mère Veil : « la France de Le Pen serait une France égoïste, vaniteuse et méchante ! ». Na ! « Le Pen est dangereux », crie-t-elle, « et il n'est pas question de pactiser avec lui » — on se croirait dans l'Exorciste ! Cette position vise à rassurer toute une frange de l'électorat de droite à sensibilité libérale qui est d'accord sur le fond avec les nationalistes, mais pas sur la forme. On peut bien virer les travailleurs immigrés, on voudrait bien faire fermer sa gueule à la C.G.T., on estime que Mitterrand c'est la ruine et que Marchais c'est le goulag, mais on a la manière de dire tout ça ! Tout est dans la nuance, on est entre « gens biens ». Notons sournoisement, au passage, que si Simone Veil a en horreur l'extrême droite, cela ne l'a pas empêché d'accueillir Robert Hersant sur sa liste aux européennes. Or qui ignore encore que Hersant, avant d'acheter des journaux, cassait les vitrines des magasins tenus par des juifs, à une époque où ces derniers étaient contraints de porter une étoile jaune ? Au hit-parade des faux-derches : Chirac, Giscard, Barre et Veil arrivent ex aequo !

Qu'il faille se méfier de l'extrême droite, c'est évident. Qu'il faille la combattre par tous les moyens également. Que ce soit le Front national, le P.F.N. ou tout mouvement néo-fasciste, néo-nazi, nationaliste, solidariste et cie. Mais il ne faut pas perdre de vue que ces gens-là veulent la même chose que les partis de droite « respectables » et les partis de gauche, qu'ils soient démocrates ou staliniens, à savoir le maintien d'une société de classes avec un Etat toujours plus présent, garant de l'ordre établi.

Les discours démagogiques des politicards contre le « péritel fasciste » ont pour unique but de déclencher des réflexes émotifs qui se concrétiseront une fois de plus dans les isolements ! Entre une gauche moribonde qui fait une politique de droite et une droite pas encore franchement d'extrême droite, il faudrait faire un choix ? D'accord, nous choisirons encore et toujours l'abstention révolutionnaire et la lutte quotidienne contre tous ces dinosaures !

Gr. Libertad

LE TRISTE SIRE

« **D**ANS le corps du capitalisme le Front national est un cor aux pieds dont l'évolution peut se faire jusqu'à la gangrène si l'organisme cancéreux le permet. Le Pen n'est pas l'étranger mais l'idiot de la famille, celui qu'on précipite au premier rang lorsqu'une succession difficile impose aux gens de bien de ne point trop se compromettre en s'exposant. »

Ceci est extrait d'une petite brochure au vitriol : « Jean-Marie le Puceau ou le triste sire de vos couleurs », éditée par Révolution sociale.

Dans ce pamphlet acide, l'évolution du Front national est analysée, décortiquée, disséquée selon le principe des questions-réponses. Y a-t-il un « danger fasciste » avec Le Pen ? Ce phénomène est-il durable ? etc.

Il nous paraît important de signaler cette parution car jusqu'à présent peu de textes intelligents sur le « phénomène Le Pen » sont sortis. Pour se procurer cette brochure : Révolution sociale, B.P. 30316, 75767 Paris cedex 16.

Gil

« BLEU, BLANC, ROUGE » LA FÊTE A LE PEN

LE leader du Front national est attendu en Belgique, à Bruxelles, pour prendre part à un débat organisé par le Centre d'études politiques et sociales européen, titre ronflant qui cache — on s'en serait douté ! — un club proche des milieux belges d'extrême droite. Des organisations syndicales, antiracistes, plusieurs partis politiques (socialiste, social-chrétien et communiste) s'opposent à sa venue et ont créé à cet effet un « Comité contre la venue de Jean-Marie Le Pen en Belgique ».

Indésiré en Belgique, le leader de l'extrême droite française a su en France poursuivre sa banalisation dans l'opinion publique. Carricaturé dans une émission de télé, il a riposté en attaquant en justice (1). A la veille de la fête « Bleu, blanc, rouge », Jean-Marie Le Pen avait accordé à *L'Echo des savanes hebdo* une interview à un journaliste d'origine arabe, histoire de « décriper » son image : « Tout fout le camp. Les bonnes sœurs, les soldats, les curés, les policiers ne sont plus ce qu'ils étaient. On ne les respecte plus depuis qu'ils ont abandonné leurs uniformes. Les parents ne sont pas les seuls responsables, il y a l'Etat et l'Eglise aussi. Aujourd'hui, on se fout de tout et c'est pourquoi j'ai attaqué « Cocoricocoboy ». Je n'accepte pas que des hommes politiques soient ainsi tournés en dérision ! Cette forme d'esprit qui consiste à montrer le cul d'un curé, à mettre une biroute à Dieu et à montrer la sainte Vierge enceinte n'est pas tolérable. »

Volonté donc pour Le Pen de présenter une image « raisonnable » de l'extrême droite française. Cette volonté d'offrir au public un visage de monsieur-tout-le-monde (« Mes idées ? Les vôtres ») est sans cesse démontrée par les personnes qui fréquentent meetings et fêtes du Front national, comme dernièrement à l'Espace Balard.

Une journaliste de l'agence radio de *Liberation*, contrainte de se réfugier sous la tente des responsables du Front national, en a fait l'expérience concrète. Tout comme la journaliste du *Figaro Magazine*, traitée de « sale gauchiste » (sic) par la salle au cours d'un débat entre Jean-Marie Le Pen et des journalistes (*Rivarol*, *Présent*, *Hebdo national*, *Figaro Magazine*).

Les idées exposées par le leader du Front national, au cours des deux journées où des milliers de personnes

sont passées à la fête bleu-blanc-rouge, ne sont pas nouvelles. Les impôts sont trop lourds, les délinquants pas assez condamnés, les socialistes tout comme l'opposition politique sont la cause de tout et les immigrés sont la « marée humaine qui nous boute hors de nos H.L.M. ». Au-delà de la démagogie oratoire qui donne au leader du Front national des succès faciles comme l'après-midi du dimanche 16 septembre, peut-on voir vraiment des nouveaux thèmes dans le discours de l'extrême droite triomphante de cette rentrée 84 ?

Il a d'abord effleuré un discours social, puis réclamé un « Etat fort » en se présentant comme préten-



Pen Cassine au naturel.

dant au pouvoir. « M. Fabius s'est mis à la portée du peuple. Eh bien, nous, nous ne nous mettons pas à la portée du peuple. Nous sommes le peuple ! », a déclaré Jean-Marie Le Pen à l'Espace Balard, sans bien sûr définir ce qu'il entend par « peuple ». On remarquera que Le Pen et le Front national n'exploitent qu'à peine les thèmes sociaux de l'extrême droite et du fascisme. « S'occuper » du mouvement ouvrier comme Hitler ou Pétain ne semblerait pas être leur principale préoccupation actuelle. En revanche, le succès électoral du 17 juin fait grandir les ailes de l'extrême droite française qui, de force d'appoint pour l'opposition, veut maintenant rouler pour elle. « Jean-Marie au pouvoir ! », « Jean-Marie président ! » a scandé une foule en délire quand Le Pen et Tixier-Vignancourt sont tombés dans les bras l'un de l'autre...

Le Front national a annoncé qu'aux prochaines élections présidentielles, il aurait un candidat dont le programme reprendrait les thèmes archi-connus : « chômage, insécurité, fiscalisme, dénatalité, immigration et laxisme ». L'Assemblée nationale, un nombre sans cesse croissant de députés est une des principales cibles du Front national.

Si des esprits forts ont comparé la fête « bleu-blanc-rouge » à la fête de l'Humain, « enthousiasme en plus, merguez en moins », la grande innovation a eu lieu le dimanche matin avec la messe intégriste de l'abbé Aulagnier. « Nous devons poursuivre et organiser notre combat religieux et catholique. Notre programme est clair : nous devons respecter la loi de Dieu », a proféré entre autres ce disciple de Mgr Lefebvre. Ce à quoi répondaient, place Balard, des graffitis éloquentes : « Voter Le Pen, c'est voter Dieu ». Fermez le ban !

L'archevêché de Paris a fait une mise au point disant que l'intégrisme n'avait pas le label... Chirac se place au premier plan pour 86 et se fait le chantre d'un certain étatisme. Mais l'un comme l'autre représentent-ils leurs troupes ? De force d'appoint à force montante, l'extrême droite française avance. Vigilance.

Fernand Bernard

(1) De Frankenpen, la marionnette Le Pen est devenue Pen Cassine et a soulevé l'émotion d'organisations culturelles et politiques brétonnes... on les comprend !